

Économie de l'élevage



Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2015
Perspectives 2016
Avril 2016
n°467
18 €



LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE
Léger recul de la collecte française en 2015

LA VIANDE OVINE EN FRANCE
La production se stabilise...
mais la consommation recule à nouveau

LA VIANDE OVINE DANS L'UE
ET DANS LE MONDE

RESULTATS DES EXPLOITATIONS
En progression pour tous les systèmes

Des signaux contradictaires...



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Economie de l'Institut de l'Élevage : BELLET Vincent, CARLIER Marie, CHOTTEAU Philippe, DANIEL Margaux, MILET Germain, MORIN Emmanuel, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : BATAILLE Jean-François, CAILLEAU Louis-Marie, JOUSSEINS Carole, SAGET Gilles, SERVIERE Gérard, VENINEAUX-DELVALLE Catherine

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée.



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

FILIÈRE ALLAITANTE : Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (16), Hélène BAUDOUX (CA 38), Jean BAUDOUX (CA 61), Jacques BENOIT (CA 26), Françoise BOUILLON (CA 48), Dominique CANDAU (CA 88), Pascal CARILLET (CA 55), Gilles CLENET (CA 44), Marion COUEDOU (CA 87), Marine ROSSELLE (CA 52), Sylvie PRUVOST (CA 76), Dominique DELMAS (CA 12), Catherine DELVALLE (CA 02), Sylvie DENIS (CA 19), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Jean-Pierre DUGAT (CA 33), Gregory DUSSENNE (CA 59-62), Laurent FICHET (CA 49), Elodie GALAN (CA 46), Daniel GONTIER (CA 84), Alain GOUEDARD (CRAB 35), Arnaud GRECARD (CA 60), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Bérénice HERSZBERG (CCE 66), Gérard HOPPENREYS (CA 79), Vincent JOUET (CA 47), Laurent KELLER (CA 54), Elodie LAGIER (CA 05), Anaïs LAMBINET (CA 08), Philippe LANNÉ (CA 65), Yves LE BOULBIN (Alysé), Hélène LEROY (CA 48), Gérald MARTY (CA 30), Jean-Pierre MARY (CA 04),

Anne-Julie METIVIER (EDE 81), Stéphane MIGNE (CA 85), Jean-Marie MOUCHARD (CA 63), Jean-Michel MOURET (CA 32), Philippe POUCHERET (CA 11), Stéphane PYPE (CA 60), Christophe RAINON (CA 58), Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CRAA 67-68), Danielle SENNEPIN (CA 23), Emmanuel TROCME (CA 09), Philippe TYSSANDIER (CA 46), François VALENTIN (CA 48), Emilie VALLET (CA 27), Dominique VARIN (CA 79), Fabrice VASSORT (CA 43), Christelle VAILLANT (CA 57), Bernadette VIGNAUD (CA 03).

FILIÈRE LAITIÈRE : Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Maïder LAPHITZ (CA 64), Sandrine MERLIN (CA 64), Claudine MURAT (CA 12), Nathalie RIVEMALE (CA 48), Vincent DOYHENARD (CA 64), Mathias DUHART (CA 64), Beñat GONZALEZ (CA 64), Bruno LIQUIERE (Confédération de Roquefort), Jean-Claude MATHIEU (EDE 81), Gilles NOUBEL (UNOTEC).

Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)

Mise en page et iconographie : Leïla Assmann, Corinne Maigret, Marie-Catherine Leclerc
Crédits photos : ©Julien Fourniol _ Flickr - ©Laurence Geffroy _ Patre - ©gigot interbev. - ©F JOLY _ Cniel - ©Lacaune_Credit Photo_Fotolia - ©Marie Leclerc _ Institut de l'Élevage - ©Tech Ovin 2015B - ©Thierry Laporte (232) - ©OV fourrager_A Gouedard CA 35 - ©OV herbager_ O Pagnot CA 86 - ©36 FROSE - ©OV-Cultures__V Bellet - ©DR Institut de l'Élevage

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0016501016

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Des signaux contradictoires...

Dans la déprime ambiante du secteur de l'élevage, les filières ovines pourraient paraître épargnées. Les revenus sont en progression pour presque tous les systèmes en 2015, selon nos estimations, qui restent toutefois à confirmer. En effet, nous avons pris l'hypothèse de la revalorisation des aides PAC telle qu'affichée par le Ministère de l'agriculture, alors que de nombreuses incertitudes subsistent sur l'application effective de la convergence des aides découplées, en particulier sur les parcours.

Signaux contradictoires, car les nuages s'accumulent dans un ciel qui n'a jamais été parfaitement serein. La baisse du cheptel de reproductrices n'est pas enrayée : elle atteint encore 2% en 2015, et près de 3% pour le seul cheptel allaitant. Le renouvellement des générations d'éleveurs paraît toujours délicat dans l'ambiance délétère qui affecte l'ensemble des activités d'élevage.

La nouvelle épizootie de FCO qui s'étend progressivement sur le territoire depuis la mi-septembre a en outre affecté les échanges d'ovins vivants et fait peser de nouvelles menaces : si les performances zootechniques ont été jusqu'alors peu affectées, on ignore encore les conséquences à terme de cette épizootie de sérotype 8.

Côté marchés, la consommation française a souffert en 2015 face à la hausse des prix au détail et au recul des importations, malgré une stabilisation de la production nationale. Les prix des agneaux à la production plafonnent depuis Pâques 2015 et s'inscrivent continûment sous leur niveau des années précédentes. La valorisation des agneaux en abattoir est en effet handicapée par un prix des peaux en chute libre. D'un autre côté, les charges refluent elles aussi. Et le prix du lait de brebis a pu lui être revalorisé, en particulier dans le Rayon de Roquefort.

En 2016, les marchés ne devraient pas être encombrés par des productions supplémentaires : elles sont attendues en baisse de 6 à 8% en Océanie. Seul le Royaume-Uni devrait produire davantage. Les questions concernent plutôt les débouchés : la tenue de la demande à l'import chinoise, d'éventuelles conséquences d'un Brexit, quand le Royaume-Uni est le premier marché européen pour l'agneau océanien...

La consommation française est de plus en plus tournée vers les produits nationaux. L'enjeu principal pour la filière française reste donc de pouvoir fournir cette demande potentielle en quantité comme en qualité, ce qui n'ira pas sans des efforts accrus de contractualisation.

SOMMAIRE

1 / LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6 / LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

Léger recul de la collecte française en 2015

10 / LA VIANDE OVINE EN FRANCE

La production se stabilise... mais la consommation recule à nouveau

16 / LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Plus de disponibilités en 2015

24 / LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

Réorientation des flux mondiaux en 2015

28 / REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Spécialisés ovins viande
 - «Fourragers» intensifs
 - Herbagers
 - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
 - Livreurs du Rayon de Roquefort
 - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

38 / LES PRÉVISIONS 2016

Nouveau recul de la production et de la consommation en France

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

JANVIER

LE CHEPTEL FRANÇAIS DE BREBIS ET D'AGNELLES SAILLIES RECULE DE 1% /2014, À 5,48 MILLIONS DE TÊTES.

CHUTE DU PRIX DU PÉTROLE. LE REPLI SE PROLONGE JUSQU'EN 2016.

APPRÉCIATION DE LA £ PAR RAPPORT À L'€ affectant la compétitivité des exportations britanniques sur le marché européen

INTENSIFICATION DE LA LUTTE DES AUTORITÉS CHINOISES CONTRE LES IMPORTATIONS OFFICIEUSES VIA HONG KONG.

FÉVRIER

MARS



Nouvelles modalités de l'Aide Ovine

Mise en place du complément de 6 euros par brebis destiné à encourager la productivité des troupeaux (seuil de 0,8 agneau vendu/brebis) ou l'adhésion à une démarche qualité. Dégressivité au-delà de 500 brebis par part PAC (2 euros de moins sur la prime de base).

Fortes incertitudes sur le statut des parcours dans la nouvelle PAC

La convergence des aides découplées devraient bénéficier aux surfaces en parcours, individuels et collectifs, mais des interrogations subsistent concernant l'appréciation des surfaces éligibles pour celles-ci comme pour les ICHN (taux de boisement, présence de rochers, etc.).

AVRIL

FÊTE DE PÂQUES LE 5 AVRIL

MAI

PREMIÈRES ARRIVÉES DE VIANDE
OVINE CONGELÉE CHILIENNE
EN CHINE.

JUIN

LE CHEPTEL REPRODUCTEUR
NÉOZÉLANDAIS BAISSÉ DE 3%
/JUIN 2014, À 19,2 MILLIONS
DE BREBIS.

MOINS D'AGNEAUX À SORTIR
AU ROYAUME-UNI

Les effectifs présents en exploi-
tations sont en baisse de 2%
/juin 2014.

Nouvelle flambée de la cotation à Pâques

Comme en 2014, l'insuffisance de l'offre nationale face au pic de consommation des festivités pascales a amplifié la hausse saisonnière du cours français de l'agneau.

À 6,80 €/kg de carcasse

la semaine précédant Pâques,

le Prix Moyen Pondéré des régions calculé par FranceAgriMer atteignait ainsi quasiment son niveau record de l'année précédente (6,85 €).



Des récoltes satisfaisantes

A l'exception du Sud-Est, les rendements des premières coupes d'herbe n'ont pas été impactés par la sécheresse précoce.

De même, les récoltes de céréales d'hiver ont été d'un bon niveau dans la plupart des régions, en quantité et en qualité, pour la paille comme pour le grain.

La suite de la campagne a été moins bonne pour les cultures de printemps : maïs et oléagineux.



1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

JUILLET

MOIS DU RAMADAN
DU 18 JUIN AU 17 JUILLET

L'AOP Roquefort Fête ses 90 ans

Le 26 juillet 1925, le Roquefort était légalement reconnu Appellation d'Origine. Cet acte législatif fait du Roquefort la première Appellation d'Origine de l'Histoire.



AOÛT

SEPTEMBRE

FÊTE DE L'AÏD EL-KÉBIR
LE 24 SEPTEMBRE

Légère baisse de la collecte laitière sur la campagne 2015 (nov.2014 à oct.2015)

La collecte de lait de brebis recule de 0,4% à 256,8 millions de litres. La reprise de la production en Corse (+3,5%) ne compense pas la baisse enregistrée dans les plus grands bassins (-1,1% dans le Rayon de Roquefort, -0,8% dans les Pyrénées-Atlantiques).

Une sécheresse estivale marquée

Les fortes chaleurs apparues dès la mi-juin ont stoppé la pousse de l'herbe très tôt sur une large moitié Est de la France. A l'exception du quart Nord-Est, les éleveurs ont le plus souvent réussi à en limiter l'impact en puisant dans les reports de stocks. L'automne a de nouveau été très bon, au pâturage comme les foins de regains.

Mobilisation générale des éleveurs et plan de soutien à l'élevage

Dans un contexte de crise généralisée de l'élevage en France, les éleveurs ovins se sont mobilisés aux côtés des autres éleveurs, pour faire valoir des revendications communes.

Les éleveurs ovins pourront bénéficier du plan de soutien mis en place par le Ministère de l'Agriculture pour les éleveurs en difficulté.



11 septembre 2015: hors zone réglementée vers à l'

Réforme du « Paquet lait »



L'application du « paquet lait » oblige les opérateurs de la filière Roquefort à revoir leur fonctionnement : une majorité d'éleveurs s'est organisée en associations qui préfigurent les OP à venir. Ces OP auront mandat pour définir les nouveaux contrats avec les industriels courant 2016.

OCTOBRE

PUBLICATION PAR L'OMS D'UNE ÉTUDE FAISANT LE LIEN ENTRE VIANDES ET CANCER, affectant la consommation de viande en Europe.

NOVEMBRE

SÉCHERESSE EN NOUVELLE-ZÉLANDE

Les conditions sèches du printemps austral obligent les éleveurs néo-zélandais à avancer les sorties d'agneaux.

DÉCEMBRE

CHUTE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES D'AGNEAUX DE LAIT VIVANTS VERS L'ESPAGNE ET L'ITALIE.

ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA CHINE ET L'AUSTRALIE LE 20 DÉCEMBRE.



La chute du prix des peaux et le manque de consommation pèsent sur la cotation française

L'effondrement du marché des peaux et l'important recul de la consommation de viande ovine ont limité la hausse saisonnière du cours français de l'agneau au second semestre. À 6,33 €/kg de carcasse en moyenne sur décembre, le PMP était inférieur de 5% (-33 centimes) à son haut niveau de 2014.

PAC : 2nd versement d'avances de trésoreries

Dans le cadre du plan de soutien aux éleveurs, le total des deux avances de trésorerie représente pour chaque agriculteur 90% des montants d'aides PAC versées en 2014. La totalité de l'aide ovine 2015 a toutefois bien été versée en 2015.

Toujours plus d'attaques de loups



En 2015, 2 440 attaques de loups ont été constatées en France, pour un total de 8 935 victimes (+2% /2014). 24 départements ont été atteints, la région PACA concentrant 72% des ovins touchés.

Épizootie de FCO

2015: un premier foyer de sérotype 8 est détecté dans l'Allier. Les contraintes en résultant sur les envois émentée ont perturbé le marché de l'Aïd dans la zone réglementée et pesé sur les envois de reproducteurs vers les centres d'élevage. Les systèmes mixtes ont en outre été pénalisés par le retard à l'exportation des broutards, limitant les disponibilités en herbe pour les agneaux...

2

LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE



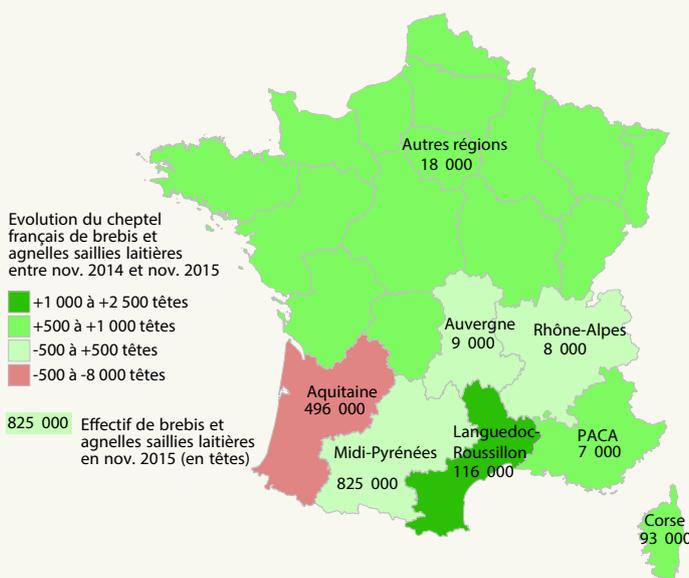
Léger recul de la collecte française en 2015

La collecte française de lait de brebis a reculé de 0,4% pendant la campagne 2015 (nov. 2014 à oct. 2015). Elle régresse légèrement dans les Pyrénées-Atlantiques et dans le Rayon de Roquefort, mais progresse en Corse et en dehors des trois bassins traditionnels. La production de fromages augmente et les exportations restent dynamiques. Si le prix du lait se maintient, la qualité du lait, notamment la teneur en matière sèche utile (MSU), se dégrade dans les deux principaux bassins.

CHEPTEL 2015

BREBIS ET AGNELLES SAILLIES LAITIÈRES

Le cheptel français de brebis et d'agnelles saillies laitières a reculé de 0,2% entre novembre 2014 et novembre 2015 (-3 300 têtes).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP
Cartographie Cartes & Données - © Articque

1,57 million de têtes

C'est le cheptel français de brebis et d'agnelles saillies laitières fin 2015

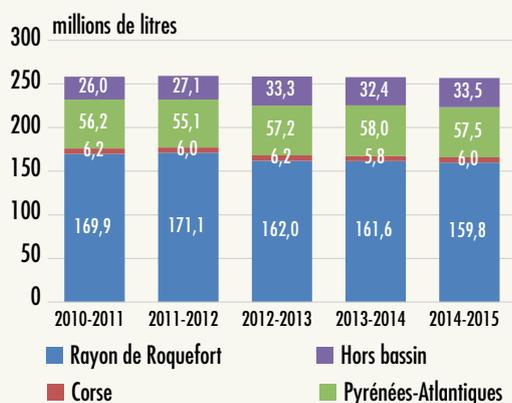
Après avoir reculé en 2014, le cheptel laitier français s'est stabilisé en 2015. La baisse des effectifs observée en Aquitaine (-8 500 têtes soit -1,7% /2014) a été partiellement compensée par une hausse en Languedoc-Roussillon (+2 500 têtes soit +2,2%), en Corse (+800 têtes soit +0,9%) et en PACA (+640 têtes soit +10%). Les brebis et agnelles saillies laitières représentaient 29% des femelles reproductrices en France fin 2015.

Depuis 2012, la région Aquitaine a vu son cheptel laitier décroître de 5,5%. A l'inverse, les régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, qui intègrent le bassin de Roquefort, ont un nombre de reproductrices qui tend à croître (respectivement +2,9% et +1,6% depuis 2012). La Corse retrouve un nombre de têtes en hausse après les épisodes de sécheresse et de FCO en 2013 et 2014.

COLLECTE 2015

COLLECTE DE LAIT DE BREBIS

La collecte française de lait de brebis a légèrement reculé sur la campagne 2015 (-0,4% /2014) en cohérence avec la baisse du nombre de brebis et d'agnelles enregistrée fin 2014.



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer et Interprofessions

256,8 millions de litres

C'est la collecte française de lait de brebis sur la campagne 2015.

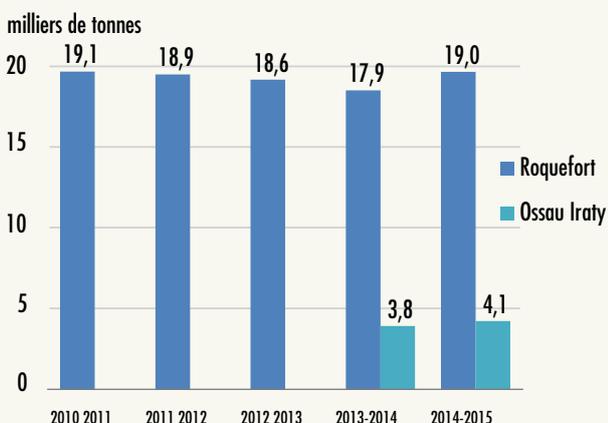
La collecte laitière nationale s'est légèrement érodée sur la campagne 2015, en repli de seulement 1 million de litres. Ceci est explicable par la baisse du nombre de brebis et la mauvaise qualité des fourrages récoltés durant l'été humide de 2014. Les industriels de Roquefort ont collecté 159,8 millions de litres (-1,1%/2014), soit 62% du total français. Les Pyrénées-Atlantiques ont réalisé 22% de la collecte nationale avec un volume en baisse 0,8%. En Corse, la collecte est remontée à 6 millions de litres après une campagne 2014 difficile, soit 2% de la collecte nationale. Hors bassin les livraisons repartent à la hausse, elles représentaient 13% de la collecte nationale sur la campagne 2015.

La collecte reste très saisonnière malgré une tendance à l'étalement des agnelages. Les deux mois du pic de production (mars et avril) ont concentré 30,3% des livraisons de lait en 2015. La part collectée de janvier à mai est passée de 75% en 2004 à 68,5% en 2015.

VALORISATIONS 2015

FABRICATIONS DE ROQUEFORT

Sur la campagne 2014-2015, les fabrications de Roquefort ont dépassé les 19 000 tonnes et celles d'Ossau-Iraty les 4 000 tonnes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer

+6,2% et + 7,8%

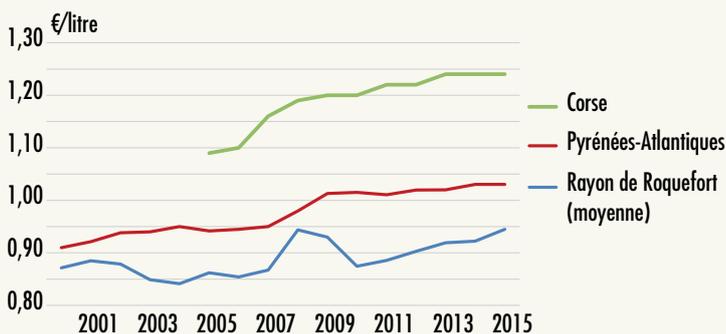
Ce sont les évolutions respectives des fabrications de Roquefort et d'Ossau-Iraty entre les campagnes 2014 et 2015

Sur la campagne 2014-2015 les fabrications de fromages AOP ont été dynamiques. Les volumes de lait transformés en Roquefort AOP ont atteint 78,5 millions de litres (+5,7%/2014) soit 49% du lait collecté dans le Rayon (+3%/2014). Les volumes utilisés pour la fabrication de fromages à salade (type «fêta») ont en revanche stagné (-0,4%/2014) alors que ceux destinés aux pâtes pressées ont chuté de 8%. Cette évolution du mix produits a permis d'améliorer la valorisation globale du lait dans le Rayon (voir évolution du prix en 2015). Les volumes de lait de brebis transformés en fromages pyrénéens, dont l'AOP Ossau Iraty, ont augmenté de 7,5%, à 76,3 millions de litres selon l'interprofession départementale. Les approvisionnements extérieurs ont progressé d'une campagne à l'autre, à 24,7% du volume total. En Corse, les fabrications de fromages à partir de laits de brebis et de chèvre sont stables à 2 400 tonnes selon l'Interprofession laitière ovine et caprine corse (ILOCC). Les volumes de l'ensemble des fromages AOP de brebis progressent, ceci est signe d'une bonne consommation, encouragée par le dynamisme des filières et des campagnes de promotion qu'elles réalisent.

2 LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

PRIX DU LAIT 2015

PRIX DU LAIT PAYÉ AU PRODUCTEUR



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après interprofessions

Le prix du lait de brebis payé au producteur a augmenté en 2015 dans le Rayon Roquefort.

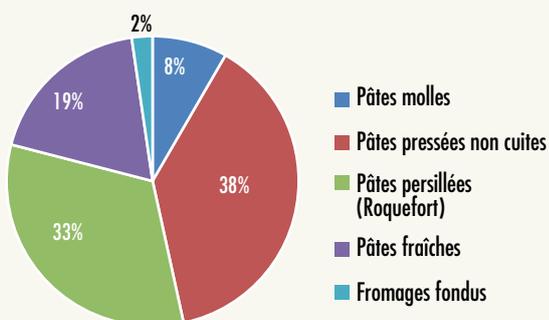
Dans le Rayon de Roquefort, malgré une teneur en MSU en baisse à 129,96 g/l (-0,48 g/l soit -0,4%) le prix moyen du lait payé aux producteurs a progressé de 2,4% en 2015 à 944,8 €/1 000 litres.

Ce prix du lait était pour la dernière fois fixé dans le cadre interprofessionnel. Suite à la réforme du paquet lait, une majorité d'éleveurs s'est organisée en associations qui préfigurent les organisations de producteurs (OP) à venir. Ces OP auront mandat pour définir les nouveaux contrats avec les industriels.

Selon l'Interprofession, le prix moyen payé s'est stabilisé dans les Pyrénées-Atlantiques à 1 030 €/1 000 litres. Le prix du lait s'est maintenu malgré une MSU en baisse à 123,59 g/l (-1,2% par rapport à 2014). Cette dégradation de la qualité du lait préoccupe la filière. Selon l'ILOCC, le prix moyen du lait de brebis en Corse est demeuré autour de 1 240 €/1 000 litres en 2015 avec une MSU de 129 g/l.

CONSOMMATION 2015

ACHATS DE FROMAGES DE BREBIS PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS EN 2015



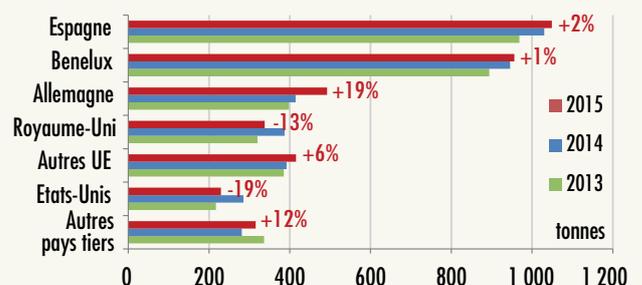
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar / FranceAgriMer

En 2015, les achats de fromages de brebis par les ménages ont progressé de 1,5% en volume et en valeur.

La consommation de fromages AOP a progressé de 1,7% en volume avec un prix moyen en hausse de 0,7%. Les achats de Roquefort ont reculé de 0,8% avec un prix en hausse 0,8%. Les volumes de pâtes pressées non cuites, dont le prix global baisse de 1%, progressent en revanche fortement : +13% pour l'Ossau-Iraty, +17% pour les tommes. Les fromages à salade progressent quant à eux de 7,4% /2014. La consommation de fromages de brebis biologiques reste marginale (0,5% des volumes vendus).

EXPORTATIONS 2015

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE ROQUEFORT



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Les exportations de Roquefort ont progressé de 1,6% en 2015 (à 3 800 tonnes) avec un prix moyen en augmentation (+4% à 11,0 €/kg).

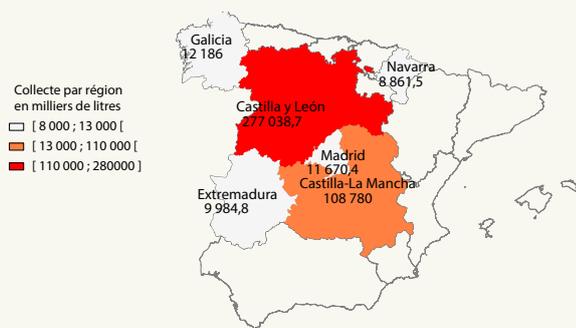
La part exportée des fabrications de Roquefort est stable à 20,5%. Les expéditions vers l'UE ont augmenté de 3% par rapport à 2014 (+10% /2013), malgré des prix en hausse de 4% /2014, avec des évolutions contrastées selon les destinations. Elles progressent sensiblement vers les deux principaux clients : l'Espagne et le Benelux. Hors UE, les exportations ont chuté de 19% /2014 vers les USA, mais restent supérieures à celles de 2013 (+6%) avec des prix croissants (+10% /2014, +32% /2013). Le Roquefort y reste prisé pour la préparation de sauces. Enfin les pays du Golfe semblent représenter un débouché d'avenir : le Koweït achète des volumes croissants (150 tonnes en 2015), et les Douanes font état de premières ventes en Arabie Saoudite.

UNION EUROPÉENNE

La France est le 3^{ème} pays exportateur européen de fromages de brebis derrière la Grèce et l'Italie. En 2015, les exportations grecques de fromages de brebis ont continué leur rapide expansion, tandis que les exportations italiennes de Pecorino ont légèrement reculé.

COLLECTE LAITIÈRE EN ESPAGNE

Selon le ministère de l'agriculture espagnol la collecte de lait de brebis était de 441 millions de litres en 2015, principalement produits dans le centre du pays.



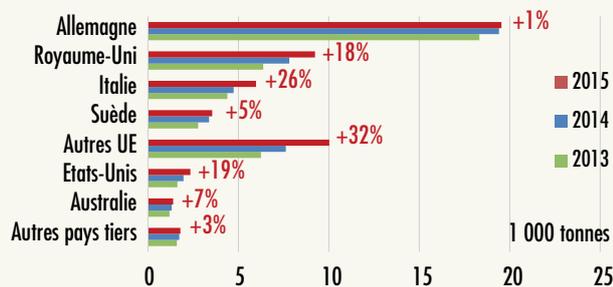
Source : GEB institut de l'élevage d'après ministère de l'agriculture espagnol
Cartographie Cartes & Données - © Artique

Le lait de brebis est concentré dans les régions centrales de l'Espagne : Castille-Leon et Castille-la-Manche, qui regroupent respectivement 63% et 25% de la collecte nationale. La livraison moyenne d'un élevage espagnol s'élevait à 109 000 l en 2015.

La production présente une saisonnalité similaire à celle observée en France, avec un pic de livraisons au printemps et un creux en fin d'automne. La saisonnalité y est toutefois moins marquée, avec 24% de la collecte au pic (avril-mai) et 11 % au creux (octobre-novembre).

EXPORTATIONS GRECQUES DE FETA ET FROMAGES DE BREBIS EN SAUMURE

Les exportations grecques de Feta sont restées très dynamiques en 2015, à 51 000 tonnes (+12%/2014, +27%/2013).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

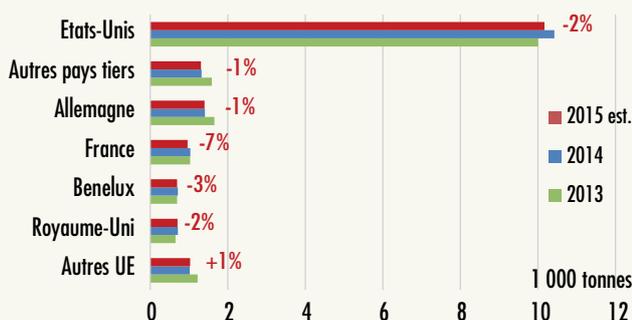
Les exportations grecques de Feta ont de nouveau bondi en 2015, conséquence d'une consommation intérieure en berne, affectée par la crise économique et sociale qui frappe le pays.

Elles ont progressé sur l'ensemble des destinations. L'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, qui absorbent près de 2/3 des volumes, ont ainsi augmenté leurs achats de 15% en 2015. Le prix moyen de la Feta exportée est resté stable à 5,8 €/kg.

Depuis 2005 les envois de Feta ont progressé de 8% par an en moyenne.

EXPORTATIONS ITALIENNES DE PECORINO

Les exportations italiennes de Pecorino ont baissé de 2,3% à 16 200 tonnes en 2015. Cette baisse est générale sur tous ses débouchés et particulièrement marquée en France.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les expéditions de Pecorino, le principal fromage de brebis exporté par l'Italie, ont cédé 2% /2014, à 400 tonnes en 2015. Les Etats-Unis, qui concentrent 63% des envois, ont acheté 10 200 tonnes, 2% de moins qu'en 2014.

Les envois vers les pays membres de l'UE ont aussi reculé notamment vers la France (-7%). Les tarifs se sont en revanche globalement maintenus : à 8,21 €/kg hors UE et à 8,76 €/kg pour les ventes intra-communautaires.

3

LA VIANDE OVINE EN FRANCE

La production se stabilise... mais la consommation recule à nouveau

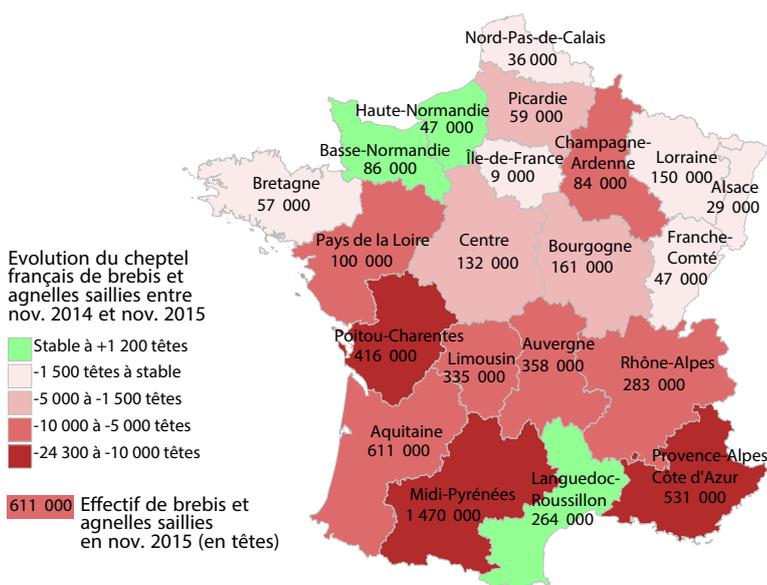
Après une année 2014 pleine d'espoir, la filière ovine viande française a connu une année 2015 mitigée : alors que la production et les prix ont plutôt bien résisté, le cheptel reproducteur et la consommation ont continué de s'éroder. L'année a été marquée par la mise en œuvre de la réforme de la PAC, la volatilité accrue des cours de l'agneau et une nouvelle dégradation de la valorisation des peaux.



CHEPTEL 2015

BREBIS ET AGNELLES SAILLIES

Le cheptel français de brebis et agnelles saillies a perdu 110 000 têtes en 2015, reculant à 5,37 millions de têtes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP
Cartographie Cartes & Données - © Artique

-2%

C'est la baisse du cheptel français de brebis et d'agnelles saillies entre novembre 2014 et novembre 2015.

Une décapitalisation qui reprend en 2015

Les facteurs structurels (âge des exploitants, concurrence entre productions...) continuent à peser sur la production ovine française. Malgré le tassement des coûts de production et le maintien des prix de l'agneau à un bon niveau, le cheptel national a de nouveau diminué en 2015. Sous l'effet de la réforme de la PAC les ventes d'agnelles auraient augmenté et le taux de réforme a baissé. Après une recapitalisation en 2014, le cheptel allaitant a perdu 2,7% de ses effectifs en 2015, à 3,8 millions de têtes. En revanche, le cheptel laitier s'est stabilisé à 1,57 million de têtes.

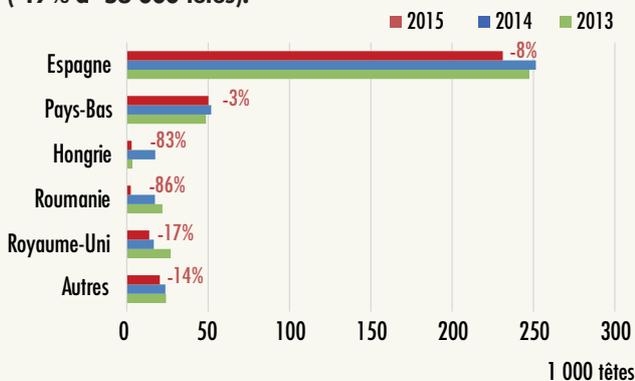
Le Sud-Ouest résiste

La baisse du cheptel ovine est relativement moins prononcée en Aquitaine et Midi-Pyrénées, de respectivement -1,1% et -1,2%. Le troupeau décroît plus fortement dans les autres grandes régions ovines, notamment en PACA (-4,4%) et en Poitou-Charentes (-3,1%). En outre, le mouton semble souffrir de la concurrence entre productions dans les régions de plaines, avec des pertes d'effectifs fortes en Pays de la Loire (-7,5%), en Picardie (-4,9%) et en Champagne-Ardenne (-5,9%). En revanche, le cheptel est stable dans le Languedoc-Roussillon, en Corse, en Bretagne, en Lorraine et en Normandie.

ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2015

IMPORTATIONS D'OVINS VIVANTS

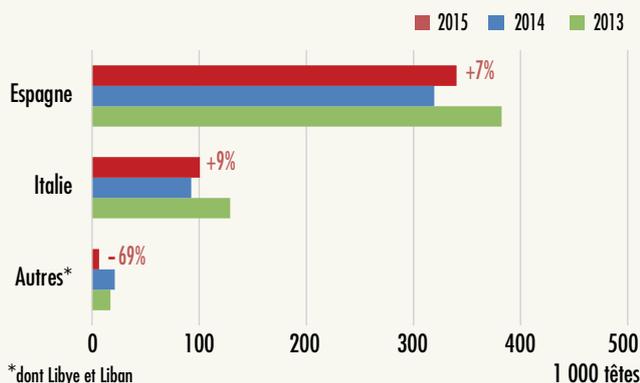
Les importations françaises d'ovins vivants sont tombées à 321 000 têtes en 2015. Les achats d'ovins adultes ont moins reculé (-4% soit -1 000 têtes) que ceux d'agneaux (-17% à -56 000 têtes).



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Douanes françaises

EXPORTATIONS D'AGNEAUX VIVANTS

Les envois d'agneaux vivants ont rebondi de 3% en 2015 après avoir décliné de 33% entre 2010 et 2014.

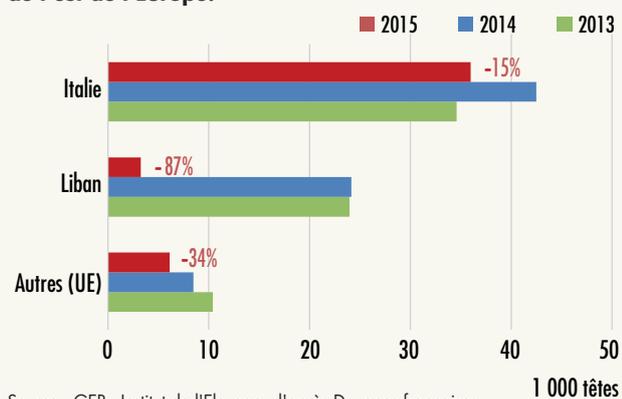


*dont Libye et Liban

Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Douanes françaises

EXPORTATIONS D'OVINS ADULTES VIVANTS

Les envois français d'ovins adultes vivants ont chuté de 39% en 2015, en raison principalement d'une concurrence accrue de l'est de l'Europe.



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Douanes françaises

-15%

C'est l'évolution des importations d'ovins vivants en France en 2015.

L'Espagne est le 1^{er} fournisseur de la France en ovins vifs. Ses envois se sont contractés de 8% en 2015, soit -20 000 têtes, une baisse qui ne concerne que les agneaux (-19 500 têtes). Néanmoins la part de l'Espagne dans les achats français a augmenté en 2015 (72% contre 66% en 2014) en raison de l'arrêt des importations d'agneaux vivants de Roumanie et de Hongrie. Les envois de ces pays se sont réorientés vers d'autres destinations, notamment vers l'Italie. La Roumanie reste le premier exportateur européen d'ovins vivants (voir chapitre 4).

447 000 têtes

C'est le nombre d'agneaux vivants exportés par la France en 2015.

Les envois d'agneaux vivants ont rebondi en 2015. L'Espagne a reçu 349 000 agneaux (+4%/2014) soit 77% des envois, et l'Italie 101 000 têtes (+8%/2014). Le mois de décembre concentre toujours plus de la moitié des envois annuels d'agneaux laitiers vers l'Espagne et l'Italie. Mais depuis 2 ans, les exportations d'agneaux se répartissent dans le temps : elles chutent en décembre et progressent au printemps (décembre 2015 : -24%/2013, janvier-avril 2015 : +18%/2013). Ceci est induit par l'étalement des mises-bas dans le Rayon de Roquefort et les difficultés à l'export (FCO et baisse de la consommation en Espagne et en Italie).

Les envois vers les pays tiers, composés d'agneaux lourds, se sont effondrés à 2 000 têtes en 2015 (-13 000 têtes).

45 000 têtes

C'est le nombre d'ovins adultes vivants exportés par la France en 2015.

Après avoir bondi en 2014, les envois d'ovins adultes vivants vers l'Italie ont chuté en 2015 à 36 000 têtes, un niveau proche de 2013. La France avait profité en 2014 d'un marché moins concurrentiel. En 2015, la concurrence Roumaine s'est intensifiée, avec des exportations vers l'Italie à nouveau en hausse. De même les envois français vers le Liban ont dégringolé en raison de la concurrence roumaine, mais aussi espagnole. La baisse du nombre de réformes en France influe aussi probablement sur ces échanges.

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

3 820 000

C'est le nombre d'agneaux sortis officiellement des élevages français en 2015

PRODUCTION 2015

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX

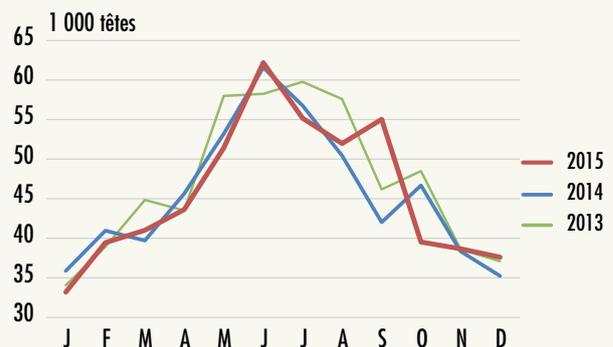


Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après SSP

Les abattages contrôlés* d'agneaux se sont érodés en 2015, à 3,64 millions de têtes (-1,3%, -48 400 têtes), en raison de la chute des importations d'agneaux vivants.

En prenant en compte la chute des importations d'agneaux vivants et les exportations en hausse, les sorties contrôlées d'agneaux des exploitations françaises (abattages contrôlés + exports en vif - imports en vif) ont en fait très légèrement progressé (+0,3% à 3,82 millions de têtes). Le bon contexte économique de la production ovine et les nouvelles conditions d'obtention de l'aide ovine expliqueraient cette embellie en 2015. On note un pic d'abattage en mars correspondant à la période de Pâques et un second en septembre pour l'Aïd.

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après SSP

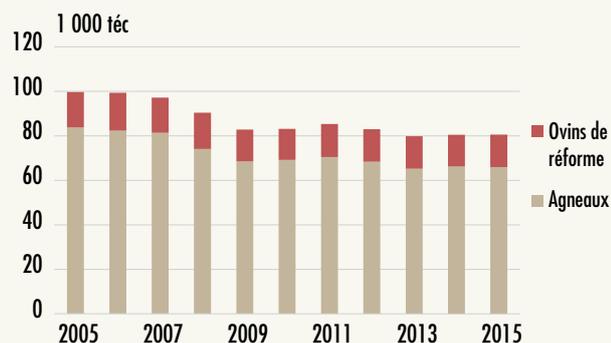
Les abattages contrôlés* de réformes ont légèrement progressé de 0,4% à 549 000 têtes (+2 400 têtes) alors que les sorties contrôlées ont reculé. Ceci s'explique par la baisse des exportations en vif.

Avec la prise en compte des flux extérieurs en vifs, les sorties contrôlées de réformes des exploitations françaises ont reculé de 4,2 % à 544 000 têtes. Cette baisse, supérieure à celle du cheptel en 2015 (-2%/2014), indiquerait un vieillissement du troupeau. Ceci peut s'expliquer par la réforme de la PAC qui aurait incité les éleveurs à vendre des agnelles au lieu de réformer pour atteindre les objectifs de productivité conditionnant l'aide ovine.

* Ne sont considérés dans cette publication que les chiffres des abattages contrôlés pour la France. Le coefficient de redressement habituellement utilisé (1,22), datant des années 1980, n'apparaît en effet plus adapté à la réalité du secteur ovine français.

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS EN FRANCE

La hausse des abattages de réformes et l'alourdissement des carcasses ont permis la stabilisation des tonnages à 80 500 téc en 2015.



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après SSP

Le prix des aliments a poursuivi sa baisse l'an passé (Ipampa ovins viande en baisse de 5% en 2015) et les abattoirs pénalisent de moins en moins les grosses carcasses. Cette situation a permis aux éleveurs de produire des animaux plus lourds : les poids carcasses des agneaux ont gagné 1% à 18,1 kg de carcasse, et celles des ovins de réforme 1% à 26,5 kg. Le poids moyen est ainsi le plus lourd depuis 2007.

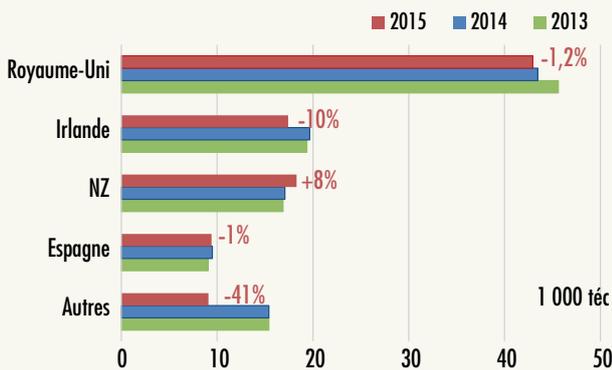
Les abattages d'agneaux n'ont ainsi régressé que de 0,3% en volume à 66 000 téc, tandis que ceux de réformes progressaient de 1,5% à 14 500 téc.

-7,5%

C'est la baisse des importations françaises de viande ovine en 2015.

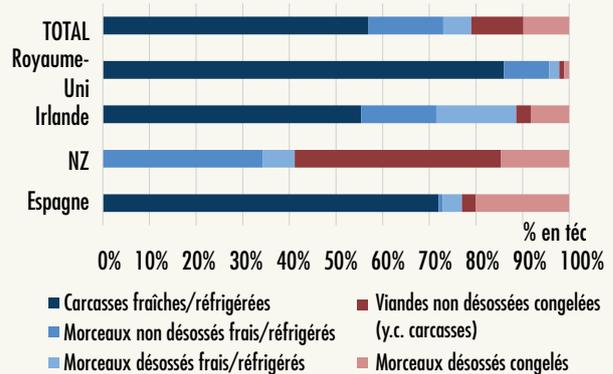
IMPORTATIONS 2015

IMPORTATIONS FRANÇAISE DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

TYPES DE VIANDE OVINES IMPORTÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

Les importations françaises de viande ovine ont fortement chuté en 2015, malgré une offre intérieure à peine stabilisée. Le décrochage est inégal chez les principaux fournisseurs, mais il touche surtout les provenances secondaires.

Les importations françaises de viande ovine ont baissé sur l'ensemble de l'année 2015. Ce reflux tient au manque de consommation et au mouvement de recentrage des GMS sur la viande française. Elles privilégient l'origine France pour toutes les principales viandes fraîches, entre autres sous la pression du monde agricole.

Les carcasses réfrigérées représentent toujours le gros des importations françaises avec une part stable à 57% en 2015. La part des viandes désossées est également stable : 10% pour le désossé congelé et 6% pour le désossé réfrigéré. Le prix unitaire moyen de l'ensemble des importations progresse de 1,8% à 5,18 €/kg équivalent carcasse, avec un pic à 5,8 €/kg éc en mars lié aux achats de la période pascale.

Le principal fournisseur du marché français demeure le **Royaume-Uni** (44% des volumes importés). Malgré l'appréciation de la livre courant 2015, les importations de viande britannique se sont légèrement érodées (-1%) avec un prix moyen stable à 5,0 €/kg éc. Les exportateurs ont ainsi absorbé la hausse de la livre, qui aurait dû renchérir leurs produits en euros. Les envois britanniques s'élèvent à 42 900 téc dont 86% de carcasses fraîches. Les volumes de carcasses se maintiennent, la baisse des achats touchant plus fortement les découpes.

L'**Irlande** a réduit de 10% ses exportations vers la France, à 17 000 téc, mais cette baisse n'est pas homogène entre les produits. Les expéditions de carcasses fraîches d'agneaux, 55% des envois, ont chuté de 17% /2014, alors que les envois de viandes désossées ont bondi de 64% (+5 400 téc). Les carcasses d'agneaux se sont vendues en moyenne à 5,12 €/kg éc, soit le même prix qu'en 2014.

Les importations françaises en provenance d'**Espagne** ont reculé de 1% en 2015 à 9 000 téc. Le gros des achats (73%) reste constitué de carcasses réfrigérées, dont les volumes ont progressé de 2,9%. En revanche, les achats de désossé congelé ont chuté de 13,5%.

Frappée par le ralentissement de la demande de son client chinois, la **Nouvelle-Zélande** a accru ses envois vers la France en 2015 (+7% à 18 300 téc arrivées en France). Cette hausse concerne la viande congelée qui progresse de 15,8% et représente 59% des envois alors que les volumes de viandes fraîches reculent de 3% /2014. Cette évolution confirme le mouvement observé en 2014 de concentration des achats sur le congelé, moins cher que le réfrigéré. Le prix moyen est néanmoins resté stable à 6,17 €/kg éc, en raison principalement de l'inflation sur le désossé congelé (+8,4% à 5,5 €/kg éc).



Brebis de race charollaise.

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

CONSOMMATION 2015

BILAN FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

(1000 téc)	2000	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2015/ 14
Abattages contrôlés	110	83	85	83	80	81	81	=
Imports vifs	10	7	4	5	6	5	4	-17,6%
Exports vifs	7	9	8	6	6	5	5	-13,2%
Production indigène brute	107	85	89	84	80	80	81	+0,3%
Imports viande	175	121	112	110	106	105	97	-7,5%
Exports viande	9	9	8	8	7	8	8	+1,7%
Consommation	275	195	189	185	179	178	170	-4,5%
Population (millions hab.)	60,5	64,6	64,9	65,2	65,5	65,8	66,3	+0,8%
Consommation/h ab. (en kg)	4,6	3,0	2,9	2,8	2,7	2,7	2,6	-5,2%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Douanes françaises

Contraction de la consommation française

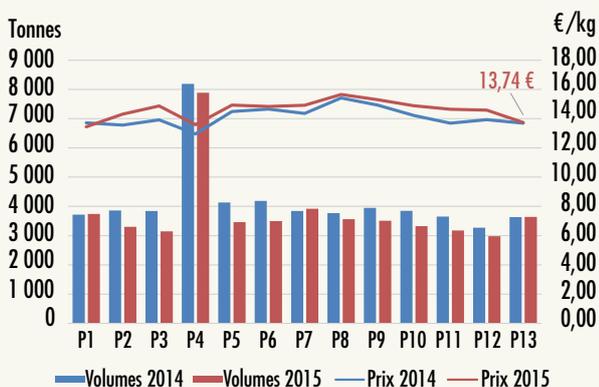
Après avoir diminué en moyenne de 4% par an entre 2007 et 2013 et s'être stabilisée en 2014, la consommation française de viande ovine calculée par bilan (abattages contrôlés + importations - exportations) s'est contractée de 4,5% en 2015.

Cette chute s'explique par le décrochage des importations de viande, alors que les abattages français sont restés stables. L'érosion de la consommation par habitant, de 5,2%, à 2,6 kg équivalent carcasse, n'a pas encouragé les opérateurs à importer. De plus, le mouvement général en faveur de la viande française et les actions syndicales ont poussé les GMS à réduire la présence d'agneau importé en rayon. Cette moindre visibilité du produit a clairement pénalisé la consommation globale.

On constate des écarts croissants entre l'évolution de la consommation calculée par bilan et celle suivie par le panel Kantar (voir ci-dessous). Ce dernier propose une extrapolation à partir d'un échantillon qui ne prend pas en compte la restauration hors domicile et peine à représenter l'ensemble des consommateurs et des comportements.

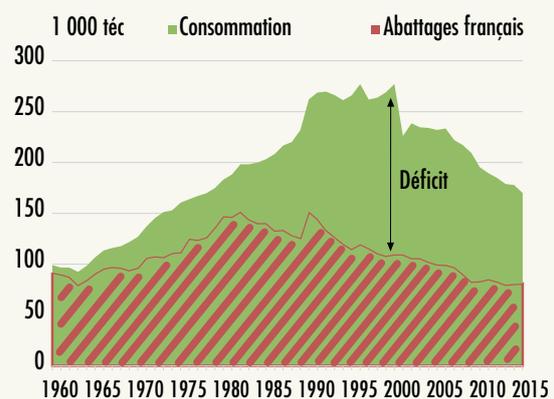
ACHATS DE VIANDE D'AGNEAU PAR LES MÉNAGES

Les achats de viande d'agneau par les ménages français (hors RHD) ont chuté de 8,8% en 2015. La hausse des prix au détail se poursuit.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar / Interbev

ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP, Douanes françaises et Eurostat

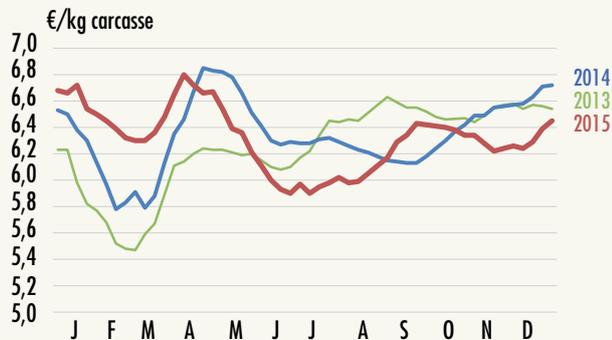
À 14,5 €/kg en moyenne, le prix de l'agneau au détail relevé par le panel Kantar a gagné 50 centimes en 2015 (+3,3%/2014). Cette hausse des prix, ajoutée au contexte économique morose et à la perte de visibilité de l'agneau en GMS expliquent la chute de la consommation.

La clientèle se réduit et vieillit : seuls 51% des ménages ont acheté de l'agneau en 2015 (53,6% en 2014). La part des ménages de moins de 35 ans achetant de l'agneau est passée de 28% en 2014 à 26% en 2015. Le taux d'achat des ménages de plus de 65 ans se maintient mieux passant de 73% en 2014 à 72% en 2015. En outre, les quantités moyennes achetées par acte d'achat, diminuent de 13 grammes à 0,722 kg.

PRIX 2015

COTATION DE L'AGNEAU FRANÇAIS

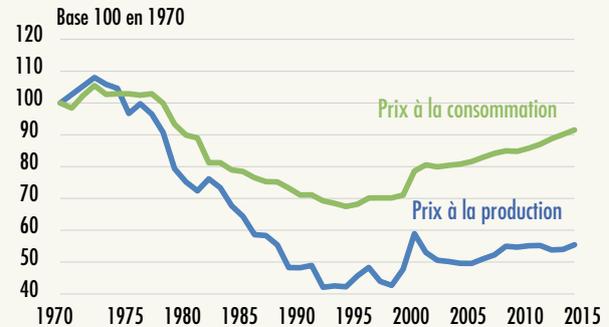
A 6,32 €/kg de carcasse en moyenne sur 2015, le Prix Moyen Pondéré des régions de l'agneau était proche de son niveau record de 2014 (-0,5%).



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après FranceAgriMer

PRIX DÉFLATÉS À LA PRODUCTION ET À LA CONSOMMATION

Les prix à la consommation ont progressé plus vite en 2015 que les prix à la production : leur écart continue de se creuser.



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après INSEE

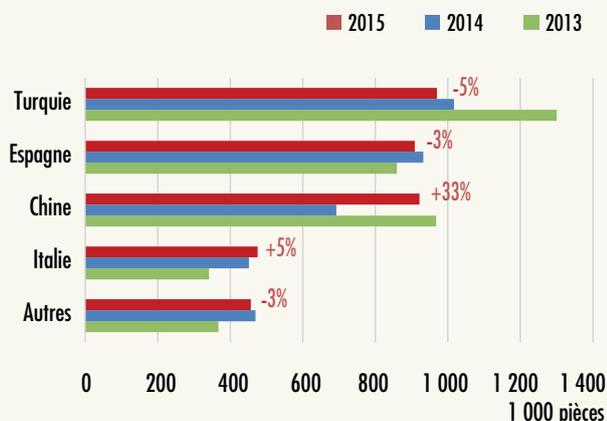
Un creux de février-mars peu marqué en 2015

Le manque chronique de disponibilités françaises au 1^{er} semestre couplé à un week-end de Pâques précoce (5 avril 2015) ont fortement limité la chute saisonnière des prix de février et mars. Comme en 2014, la période de Pâques a vu la constitution d'une bulle sur le prix de l'agneau. Cette bulle a explosé lors du retournement de la consommation après le pic, le cours de l'agneau perdant 87 cts en 10 semaines et tombant sous le cours de 2014. Le cours de la viande s'est ensuite progressivement redressé sur le second semestre en restant inférieur à celui de 2014 malgré un pic en septembre correspondant aux abattages de l'Aïd. La forte concurrence entre les abatteurs a permis de maintenir un marché tendu, mais le manque de consommation et la chute du prix des peaux (voir ci-dessous) ont fait pression sur les cours.

EXPORTATIONS DE LAINES ET PEAUX 2015

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PEAUX LAINÉES

Le prix moyen unitaire des peaux lainées d'agneaux exportées a chuté de 3,4% à 7,4 € en 2015. Au niveau européen les exportations se contractent de nouveau.



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Eurostat

La baisse de la valorisation des peaux d'agneaux entamée en 2014 s'est poursuivie en 2015. Elle fait pression sur les marges des abattoirs et sur le prix de l'agneau.

Le volumes repartent vers la Chine

Les envois de peaux lainées d'ovins ont progressé de 4,9% en 2015, à 3,73 millions d'unités, aidés par des prix en baisse. Les envois de peaux d'agneaux, qui représentent 80% des exportations françaises, ont atteint 3 millions d'unités, en hausse de 4,7% par rapport à 2014. Elles ont chuté vers la Turquie (-4,6% à 970 000 pièces) et l'Espagne, mais sont reparties à la hausse vers la Chine (+33% à 920 000 pièces). Néanmoins la baisse des prix sur le marché asiatique se poursuit : -1,02 €/peau en 2015 soit -13% vers la Chine.

Les envois de peaux lainées d'ovins adultes ont également progressé de 5% à 735 000 pièces. Les envois ont évolué de façon similaire vers les pays tiers et vers l'Europe. Le prix moyen des peaux d'ovins adultes se limite à 3,47 €/peau (+5cts/2014 soit +1,5%).

4

LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE



Plus de disponibilités en 2015

En 2015, l'essor des abattages en Roumanie, en Espagne et au Royaume-Uni a entraîné la hausse de la production européenne de viande ovine, malgré le repli des abattages en Grèce et en Bulgarie. Le rebond des importations européennes de viande ovine, lié à la réorientation d'une partie des envois néozélandais vers l'Europe, est par ailleurs venu étoffer les disponibilités européennes. La consommation a ainsi augmenté dans de nombreux pays européens (Royaume-Uni, Irlande, Espagne, Allemagne, Suède, Pays-Bas), mais restait en baisse dans les pays du sud de l'UE et en France.

63 millions de têtes

C'est le cheptel de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne en décembre 2015.

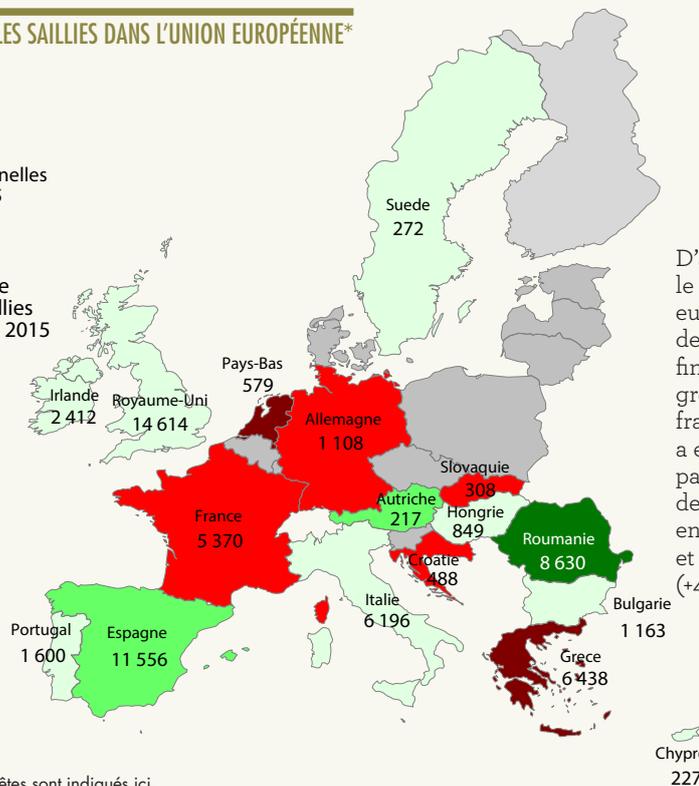
CHEPTEL 2015

LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE*

5 370 Effectifs de brebis et d'agnelles saillies en décembre 2015 (en milliers de têtes)

Evolution du cheptel de brebis et d'agnelles saillies entre déc. 2014 et déc. 2015

- de -3,9% à -3%
- de -3% à -1%
- de -1% à +1%
- de +1% à +3%
- de +3% à +5,8%



D'après nos estimations, le cheptel ovin reproducteur européen aurait progressé de 0,5% entre fin 2014 et fin 2015. La chute des cheptels grec (-259 000 têtes) et français (-109 000 têtes) a en effet été compensée par la hausse des effectifs de brebis et d'agnelles saillies en Espagne (+275 000 têtes) et surtout en Roumanie (+469 000 têtes).

*Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués ici.
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et DEFRA
Cartographie Cartes & Données - © Artique

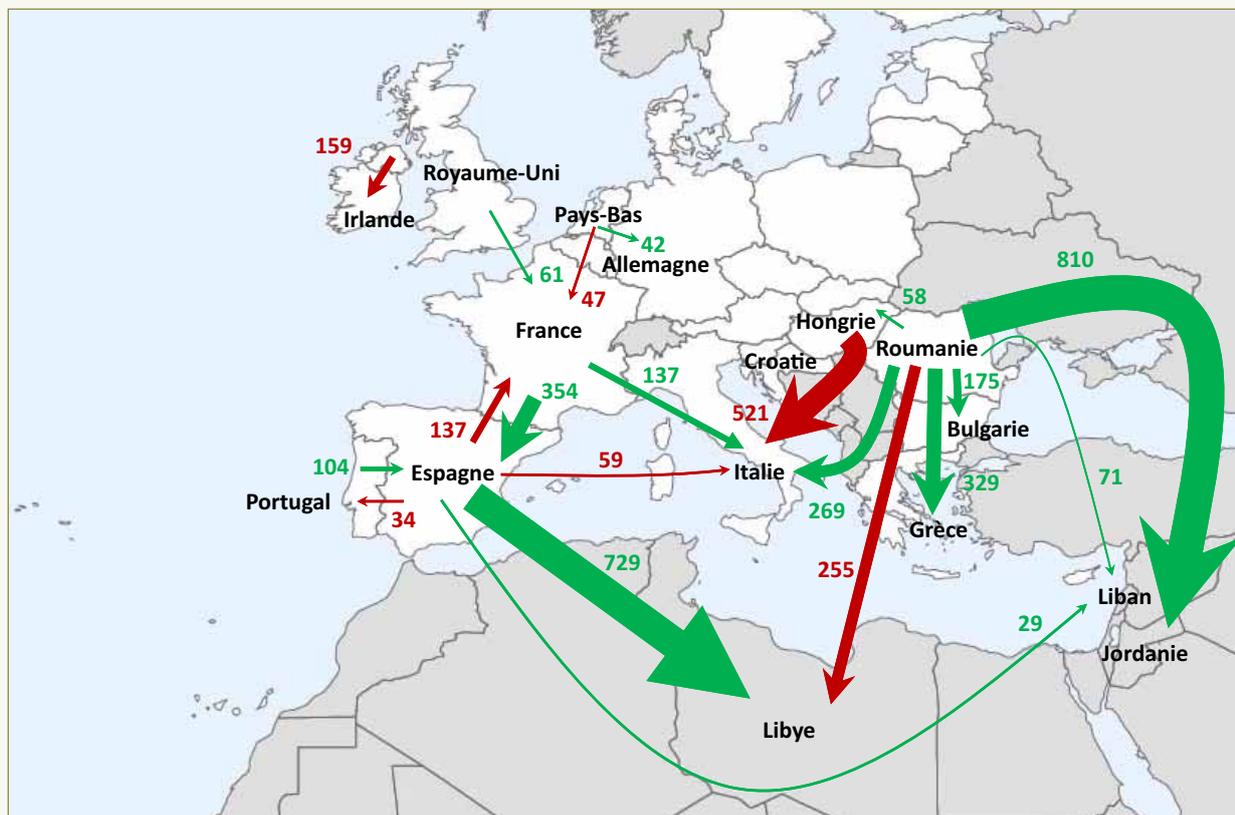
FLUX D'OVINS VIVANTS

PRINCIPAUX FLUX D'OVINS VIVANTS*

En 2015, les flux européens d'ovins vivants ont été dynamiques vers la Jordanie et le Liban. Malgré la chute des envois globaux vers la Libye, l'Espagne a réussi à exporter davantage vers le pays et à y gagner des parts de marché face à la Roumanie.

-0,5%

C'est la baisse des exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers en 2015.

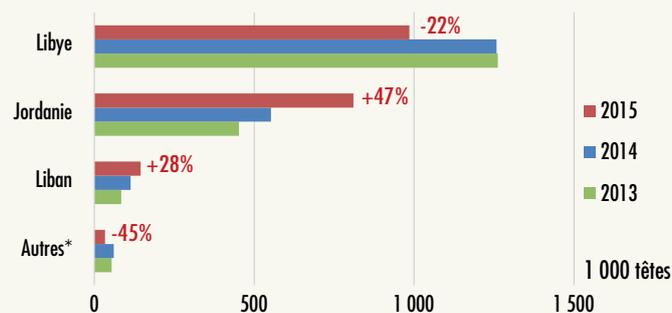


* Milliers d'ovins vivants envoyés par les pays exportateurs. Seuls les flux de plus de 30 000 têtes sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2014 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS EUROPÉENNES D'OVINS VIVANTS

Les exportations européennes d'ovins vivants ont représenté 2 millions de têtes en 2015.



* dont Bosnie-Herzégovine, Émirats Arabes Unis, Tunisie et Turquie.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les exportations européennes d'ovins adultes vivants ont à nouveau progressé de 4% en 2015, à 1,9 million de têtes. La chute des envois vers la Libye (-18% à 968 000 têtes) a en effet été largement compensée par le boom des ventes à la Jordanie (+57% à 810 000 têtes) et au Liban (+22% à 108 000 têtes).

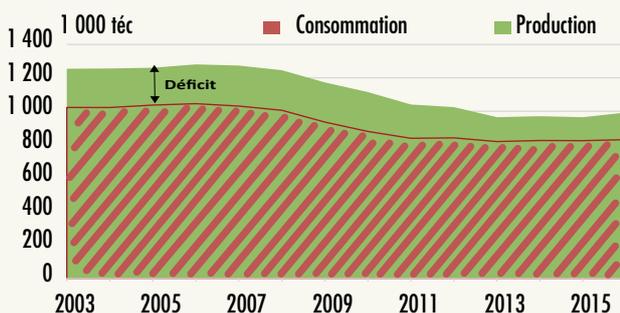
Les exportations d'agneaux vivants ont en revanche chuté de 53% à 83 000 têtes, du fait du recul des exports vers la Libye (-78% à 17 000 têtes) et la Bosnie-Herzégovine (-36% à 16 000 têtes). Les envois sont toutefois restés dynamiques vers le Liban (+46% à 37 000 têtes).

Avec 1,2 million d'ovins vivants envoyés vers les pays tiers du pourtour méditerranéen en 2015 (-14% /2014), la Roumanie reste le principal exportateur européen, suivi par l'Espagne qui a nettement augmenté ses envois par rapport à 2014 (+48% à 766 000 têtes).

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRODUCTION ET CONSOMMATION

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE À 28*



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 28*

1 000 téc	2012	2013	2014	2015	2015/14
Abattages*	819	825	824	830	+1%
Importations de viande	168	178	169	180	+6%
Exportations de viande	22	32	29	18	-39%
Consommation par bilan	965	970	964	992	+3%

*Abattages redressés pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France (abattages contrôlés).

Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

L'augmentation de la production et des importations européennes de viande ovine ont permis une reprise de la consommation en 2015.

En baisse sur le long terme, la production européenne de viande ovine aurait légèrement rebondi en 2015 (+1%/2014 à 830 000 téc d'après nos estimations).

La hausse des abattages en Roumanie, en Espagne et au Royaume-Uni notamment, ont plus que compensé la chute de production en Grèce et en Bulgarie.

Les importations européennes de viande ovine, qui pèsent pour près d'un cinquième de la consommation de l'UE, ont en outre grimpé de 6% (à 180 000 téc) grâce à l'afflux de marchandises néozélandaises. Les exportations européennes ont à l'inverse chuté de 39% avec le recul de la demande chinoise.

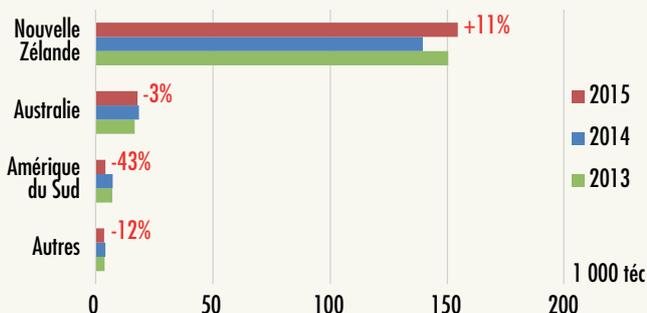
Les disponibilités européennes en viande ovine étaient ainsi en hausse en 2015 ce qui a permis l'augmentation de la consommation (+3% à 992 000 téc d'après nos estimations).

Avec une population européenne en légère progression (+0,3% à 508 millions d'habitants), la consommation par habitant a également augmenté de 3%, à 2,0 kg équivalent carcasse.

* La pertinence des chiffres nationaux d'abattage remontés sur Eurostat reste très inégale. Avec l'existence d'une part non négligeable d'abattages hors abattoirs dans certains pays, cela rend difficile le chiffrage de la production européenne de viande ovine. Les données présentées ici sont donc des estimations (abattages redressés pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France) qui pourront être soumises à révision à l'avenir.

IMPORTATIONS 2015

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

+6%

C'est la hausse des importations européennes de viande ovine en 2015.

Les achats européens de viande ovine en provenance des pays tiers ont atteint 180 000 téc en 2015, boostés par la progression des envois depuis la Nouvelle-Zélande.

La forte hausse des achats de viande ovine néozélandaise (+11% à 154 000 téc) a très partiellement été atténuée par la chute des arrivages en provenance d'Australie (-3% à 18 000 téc) et d'Amérique du Sud (-43% à 4 000 téc). La Nouvelle-Zélande conforte ainsi, et sa place de 1^{er} fournisseur de viande ovine de l'UE, avec 86% des importations totales (82% en 2014).

À 6,02 €/kg équivalent carcasse en 2015, le prix moyen des viandes importées était en hausse de 4% par rapport à 2014. Ces viandes étaient à 40% congelées avec os, 28% congelées désossées, 24% « chilled » avec os et 8% « chilled » désossées.

ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2015

-39%

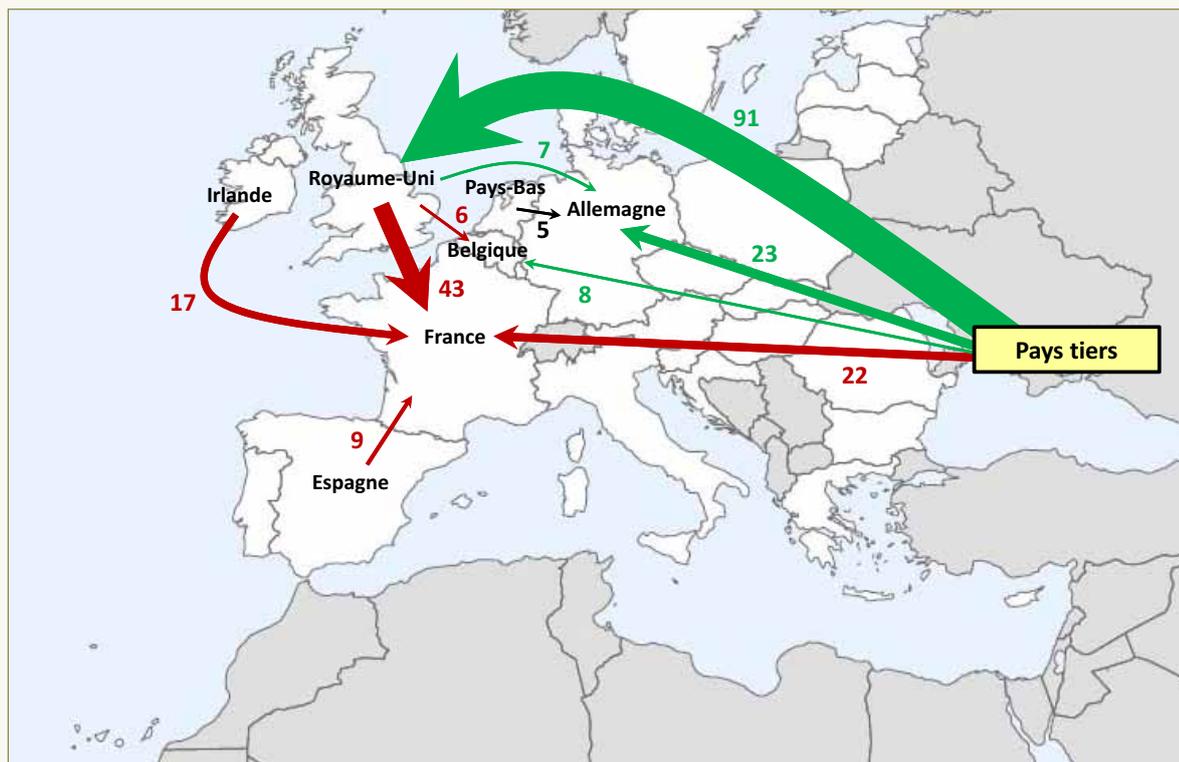
C'est la chute des exportations européennes de viande ovine en 2015, à 17 500 téc.

LES FLUX* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2015

En 2015, la progression des importations en provenance de Nouvelle-Zélande s'est surtout concentrée sur le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Belgique.

Face à la chute de la demande chinoise, les exportations européennes ont chuté de 79% vers Hong-Kong (porte d'entrée « grise » du marché chinois), à 3 200 téc.

La région chinoise reste toutefois le premier client européen pour la viande ovine.



* Volumes reçus en tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs. Seuls les flux de plus de 5 000 téc sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2014 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB – Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises et Eurostat

CONTINGENTS TARIFAIRES D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE Le contingent européen global d'importations de viande ovine a été rempli à 70% en 2015 (+6 points /2014).

	2013		2014		2015	
	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé	téc Disponible	% utilisé
NZ	228 254	73%	228 254	68%	228 254	76%
Argentine	23 000	4%	23 000	6%	23 000	2%
Australie	19 186	100%	19 186	99%	19 186	99%
Chili	7 000	57%	7 200	49%	7 400	34%
Uruguay	5 800	55%	5 800	56%	5 800	31%
Autres	2 962	21%	2 962	35%	2 962	44%
TOTAL	286 202	68%	286 402	64%	286 602	70%

Les accords du GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires. Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne

Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole du GATT (OMC aujourd'hui) en 1994. Ces envois bénéficient d'une exonération totale de droits de douane (ils seraient prohibitifs si appliqués à taux plein).

Face à la hausse de ses disponibilités et au repli de la demande chinoise, la Nouvelle-Zélande a accru ses exportations vers l'UE en 2015. Après plusieurs années de baisse liée à la réorientation des envois vers l'Asie, le taux de remplissage du contingent néo-zélandais est ainsi remonté à 76% en 2015 (+8 points /2014).

Pour la troisième année consécutive, l'Australie a par ailleurs rempli son quota à quasi 100%. Les importations en provenance d'Amérique du Sud ont en revanche chuté de 42%.

Au total, 87 000 téc n'ont pas été attribuées en 2015, dont 53 700 téc du quota néo-zélandais. Le potentiel de progression des envois depuis la Nouvelle-Zélande reste donc important.

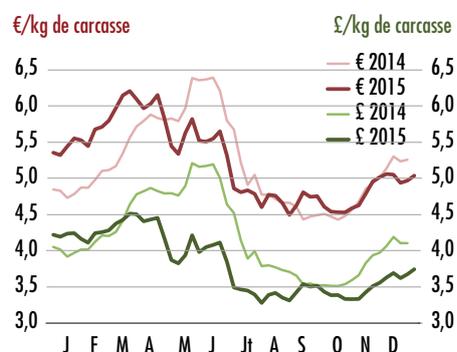
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ROYAUME-UNI



DONNÉES REPÈRES (2015)

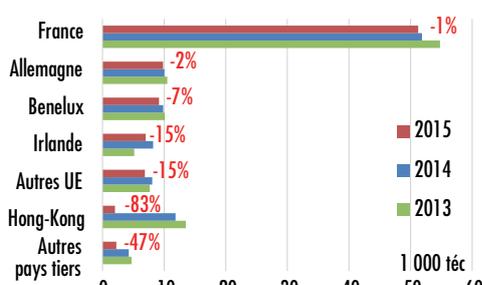
- Cheptel : 14,6 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 4,8 kg éc/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 32%
- Part des exportations dans la production : 29%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne et AHDB Beef & Lamb

EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE*



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
* Les chiffres d'export des douanes britanniques, sous-estimés d'après les experts nationaux, ont été révisés afin d'être cohérents avec ceux des Douanes françaises.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et les Douanes françaises

BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

1 000 téc	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2015/14
Abattages	277	289	275	289	298	300	+1%
Importations de viande ovine	111	97	94	107	98	99	+2%
Exportations de viande ovine	91	98	97	106	104	88*	-15%
Consommation par bilan	298	287	273	290	291	311	+7%

* Les chiffres d'export des douanes britanniques, sous-estimés d'après les experts nationaux, ont été révisés afin d'être cohérents avec ceux des Douanes françaises.

Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eblex, Eurostat et les Douanes françaises

Malgré des disponibilités accrues en viande ovine, les exportations britanniques ont reculé en 2015 face à la chute de la demande chinoise et aux difficultés rencontrées sur le marché européen.

Hausse modérée de la production

Malgré l'accroissement du cheptel reproducteur fin 2014 (+2%), le nombre d'agneaux nés au Royaume-Uni aurait reculé en 2015. Le recensement de juin 2015 faisait en effet état d'une baisse de 2,4% des agneaux présents dans les exploitations britanniques. La progression du nombre d'agneaux de report de la saison précédente a toutefois permis aux abattages d'agneaux de progresser de 2% sur l'année, à 13,1 millions de têtes en 2015. Pour la deuxième année consécutive, les abattages d'ovins adultes ont en revanche chuté de 11% à 1,6 million de têtes. Au total, la production britannique de viande ovine a progressé de 1% en 2015, à 300 300 téc, avec un alourdissement des carcasses d'agneaux (+1% à 19,6 kg) et un allègement des carcasses de réformes (-2% à 26,7 kg).

Fin 2015, les effectifs britanniques de brebis et agnelles saillies étaient stables à 14,6 millions de têtes.

Progression des importations de viande ovine

Boostées par l'afflux de viande néozélandaise (+7% à 75 400 téc), les importations de viande ovine ont augmenté de 2% en 2015, à 99 500 téc. Les achats de viande ovine australienne et européenne ont en revanche reculé de respectivement 1% et 20% (à 14 600 téc et 8 200 téc). Ces importations étaient constituées à 63% de viande congelées. À 5,33 €/kg éc en moyenne, elles étaient 5% plus chères qu'en 2014.

Un marché export difficile

Malgré des disponibilités en hausse sur le marché britannique, les exportations de viande ovine se sont repliées en 2015. En cause, la chute des envois vers Hong-Kong, porte d'entrée « grise » du marché chinois, et les difficultés rencontrées sur le marché européen. La baisse de la consommation en France, premier client du Royaume-Uni pour la viande ovine, et l'appréciation de la livre sterling par rapport à l'euro (taux de change rendant les exportations britanniques plus chères et donc moins compétitives sur le marché européen) ont limité les envois. Les disponibilités supplémentaires ont ainsi été absorbées par la consommation intérieure.

Chute du cours de l'agneau en livres sterling

La hausse des disponibilités, l'augmentation de la pression à l'import et les difficultés rencontrées sur le marché export ont pesé sur la cotation britannique en 2015. À 3,8 £/kg de carcasse en moyenne annuelle, elle était en recul de 9% par rapport à 2014. Elle était toutefois stable en monnaie européenne (+1% à 5,22 €/kg de carcasse en moyenne).

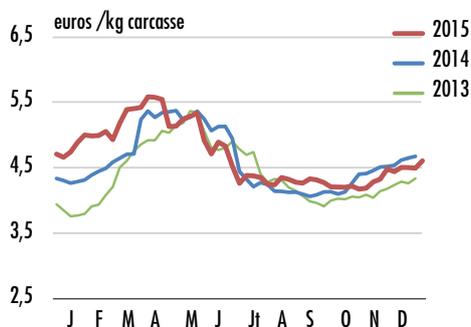
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE IRLANDE



DONNÉES REPÈRES (2015)

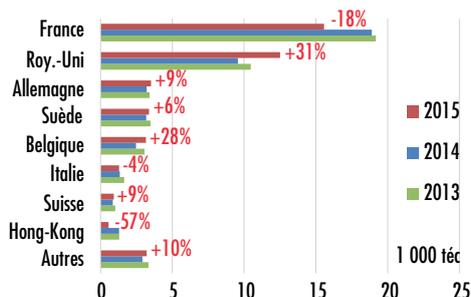
- Cheptel : 2,4 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 4,1 kg éc/habitant
- Part des exportations dans la production : 76%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

1 000 téc	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2015/14
Abattages	48	48	54	57	58	58	+1%
Importations de viande ovine	3	4	4	5	5	5	+4%
Exportations de viande ovine	38	42	48	47	44	44	+1%
Consommation par bilan	13	9	10	15	18	19	+3%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Face à la chute de la demande française, l'Irlande a accru ses envois vers ses autres marchés européens en 2015.

Petit essor de la production

Malgré la baisse du nombre de reports d'agneaux de la saison précédente et le recul du cheptel reproducteur fin 2014 (-2% /2013) les abattages irlandais d'agneaux ont progressé de 2% en 2015 à 2,5 millions de têtes. Les conditions climatiques favorables ont en effet permis une bonne productivité numérique sur la nouvelle saison. La chute des exportations d'agneaux vivants (-71% à 8 300 têtes) a en outre largement compensé la baisse des importations d'agneaux vivants prêts-à-abattre depuis le Royaume-Uni (-41% à 11 000 têtes), liée à la mise en place des nouvelles règles d'étiquetage de l'origine. Les abattages d'ovins adultes ont en revanche chuté de 11% à 321 000 têtes. Alors que le poids moyen des carcasses de réformes était stable (à 25 kg), celui des agneaux a progressé de 2% (à 20kg), permettant à la production irlandaise de viande ovine d'augmenter de 1% à 58 000 téc.

Fin 2015, le cheptel irlandais de brebis et agnelles saillies était à nouveau en baisse (-1% à 2,41 millions de têtes).

Hausse des exportations malgré la chute de la demande française

L'essor de la production et la progression des importations de viande ovine (+4% à 4 700 téc provenant essentiellement d'Irlande du Nord), ont accru les disponibilités irlandaises en 2015. Les envois vers la France, son premier débouché, ont toutefois chuté de 18% à 16 000 téc, à cause de recul de la consommation française et de la forte concurrence du Royaume-Uni. L'Irlande a ainsi dû se tourner davantage vers ses autres clients pour limiter l'impact de ce repli sur ses exportations totales (+1% à 44 000 téc). Les exportations irlandaises ont ainsi grimpé vers le Royaume-Uni (+31% à 12 500 téc), l'Allemagne (+9% à 3 500 téc), la Suède (+6% à 3 400 téc) et la Belgique (+28% à 3 200 téc). Pour la deuxième année consécutive, les envois ont à l'inverse chuté à destination de Hong Kong (-57% à 600 téc).

Ces exportations étaient constituées à 51% de viandes fraîches avec os, à 26% de viandes fraîches sans os, à 16% de viandes congelées sans os et à 7% de viandes congelées avec os. À 5,1 €/kg éc en moyenne annuelle, leur valeur unitaire a bondi de 12%, boostée notamment par l'évolution du mix produit (hausse des volumes en frais) et la dépréciation de l'euro par rapport à la livre sterling.

Nouvelle progression des cours de l'agneau

À 4,7 €/kg de carcasse en moyenne sur 2015, le cours de l'agneau irlandais s'est renchéri de 2% par rapport à 2014 (+11 centimes). La hausse a été particulièrement marquée en début d'année, alors que les disponibilités en agneaux de report étaient limitantes.

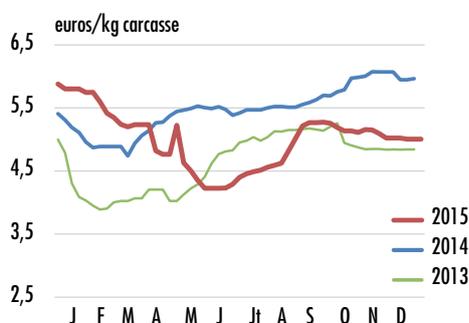
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ESPAGNE



DONNÉES REPÈRES (2015)

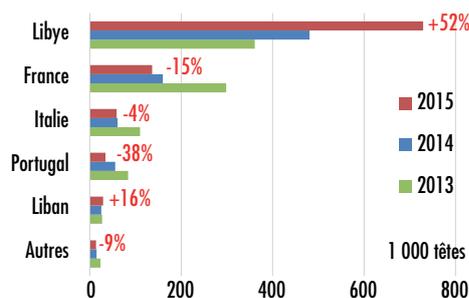
- Cheptel : 11,6 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 2,0 kg éc/habitant
- Part des exportations (viande ovine) dans la production : 27%
- Exportations d'ovins vivants : 1 million de têtes soit 9% des sorties des exploitations ovines

COTATION DE L'AGNEAU LOURD* EN ESPAGNE



* plus de 13 kg éc
Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après la Commission européenne

EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS*



* Chiffres d'exportations depuis l'Espagne pouvant différer de ceux publiés dans les douanes des pays importateurs.
Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2015/14
1 000 téc							
Abattages	131	131	122	118	114	117	+2%
Importations de viande ovine	14	13	8	8	8	9	+13%
Exportations de viande ovine	29	30	34	36	34	32	-8%
Consommation par bilan	116	113	96	91	88	94	+7%

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Eurostat

Après plusieurs années de baisse, la production espagnole de viande ovine est repartie à la hausse en 2015.

Boom des exports en vif d'ovins adultes

Comme en 2014, le dynamisme des envois vers la Libye (+61% à 719 000 têtes) a boosté les exportations espagnoles d'ovins adultes vivants en 2015 (+50% à 794 000 têtes). Les expéditions ont également progressé vers le Liban (+15% à 28 000 têtes) et l'Italie (x 4 à 16 000 têtes) mais ont reculé vers la France (-26% à 29 000 têtes).

Les exportations d'agneaux vivants ont en revanche chuté de 22% à 208 000 têtes, avec le recul des envois vers la France (-11% à 107 000 têtes), l'Italie (-25% à 43 000 têtes) et le Portugal (-36% à 36 000 têtes). D'après les douanes espagnoles, les importations d'ovins vivants, constituées essentiellement d'agneaux de lait français, étaient aussi en repli (-12% à 312 000 têtes), mais ces chiffres ne sont pas cohérents avec ceux des douanes françaises (hausse de 4% en 2015, à 354 000 têtes).

La production de viande ovine repart à la hausse

Malgré la baisse du cheptel reproducteur fin 2014 (-6%), les abattages d'agneaux sont restés stables en 2015, à 9,3 millions de têtes. Les abattements de réformes se sont en revanche repliés de 2% à 631 000 têtes. Avec la hausse des poids carcasses (+2% pour les agneaux à 11,1 kg ; +1% pour les réformes à 21,4 kg) la production espagnole de viande ovine a progressé de 2% par rapport à 2014, à 116 500 téc. En dépit du sursaut des exportations d'ovins adultes vivants, les effectifs de brebis et agnelles saillies étaient en hausse fin 2015, à 11,6 millions de têtes. Le cheptel reproducteur espagnol reste toutefois bien inférieur (-37%) à son niveau du début des années 2000.

Incertitude sur l'évolution de la consommation

À 9 400 téc en 2015, les importations espagnoles de viande ovine ont grimpé de 13%, boostées par la hausse des arrivées en provenance de Nouvelle-Zélande (x 2 à 3 300 téc).

Dans le même temps, les exportations ont reculé de 8% par rapport à 2014 avec le repli des envois vers la France (-8% à 13 000 téc) et l'Italie (-7% à 4 800 téc). La hausse des disponibilités sur le marché intérieur aurait ainsi stimulé la consommation espagnole de viande ovine (+7% à 94 000 téc en 2015). Les données d'achats des ménages (hors restauration hors domicile) publiées par le ministère de l'Agriculture espagnol, font toutefois état d'une chute de 6% des volumes achetés sur les 11 premiers mois de 2015. Ces chiffres sont donc à considérer avec prudence...

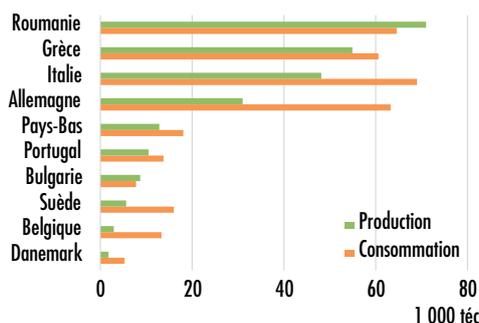
Chute des cours de l'agneau

L'augmentation des volumes de viande ovine sur le marché intérieur a pesé sur les cours de l'agneau en 2015. À 5,01 €/kg carcasse en moyenne annuelle, la cotation de l'agneau lourd s'est dépréciée de 9% par rapport à 2014, de même que celle de l'agneau de lait (-8%, à 9,33 €/kg de carcasse en moyenne sur novembre-décembre).

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE AUTRES PAYS DE L'UE

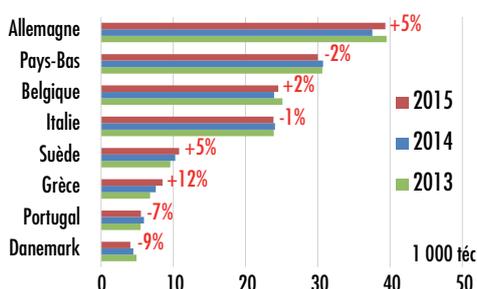


PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE EN 2015



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Eurostat

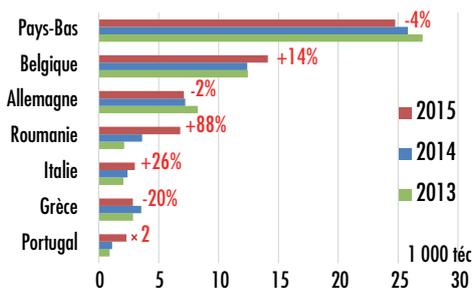
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Eurostat

Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

Des productions dynamiques en 2015

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 7% de la production et 12% de la consommation européenne en 2015. Déficitaires en viande ovine, ils dépendent en partie des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique et, dans une moindre mesure, l'Allemagne sont en outre d'importantes plateformes d'échanges qui réexpédient une partie des volumes importés. Les consommations par habitant y sont réduites (1,6 kg équivalent carcasse en Suède, 1,2 kg éc en Belgique, 1,1 kg éc aux Pays-Bas, 0,9 kg éc au Danemark et 0,8 kg éc en Allemagne).

En 2015, la production était en hausse dans tous ces pays : +3% en **Allemagne** à 31 000 téc, +1% aux **Pays-Bas** à 12 800 téc et en **Suède** à 5 600 téc, +4% en **Belgique** à 2 900 téc et +6% au **Danemark** à 1 800 téc.

Boostée par ailleurs par l'augmentation des importations, la consommation a ainsi augmenté en **Allemagne** (+5% à 63 000 téc) et en **Suède** (+3% à 16 000 téc). Malgré le recul des imports, la consommation était également en hausse aux **Pays-Bas** (+3% à 18 100 téc) grâce au repli des exportations. La consommation était en revanche en baisse en **Belgique** (-7% à 13 000 téc) et au **Danemark** (-2% à 5 300 téc).

Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

La consommation continue de baisser

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 23% de la production et 22% de la consommation de l'Union européenne de viande ovine en 2015. La viande ovine y est issue de cheptels à dominance laitière et la consommation porte essentiellement sur des agneaux légers.

Alors que la consommation par habitant est élevée en Grèce (5,6 kg éc) et en Roumanie (3,3 kg éc), elle est plus faible au Portugal (1,3 kg éc), en Bulgarie (1,1 kg éc) et en Italie (1,1 kg éc).

En 2015, seuls la **Roumanie** et le **Portugal** ont vu leur production progresser (respectivement +5% à 71 000 téc et +3% à 10 500 téc). La chute des importations au Portugal et la hausse des exportations des deux pays ont toutefois pesé sur leur demande intérieure : stable en **Roumanie** (à 65 000 téc), la consommation a chuté de 9% au **Portugal** (à 14 000 téc).

Les abattages ont en revanche reculé en **Grèce** (-6% à 55 000 téc), en **Italie** (-2% à 48 000 téc) et en **Bulgarie** (-10% à 8 700 téc), ce qui s'est directement répercuté sur leur consommation nationale : -3% en **Italie** à 69 000 téc, -3% en **Grèce** à 61 000 téc et -6% en **Bulgarie** à 7 800 téc.

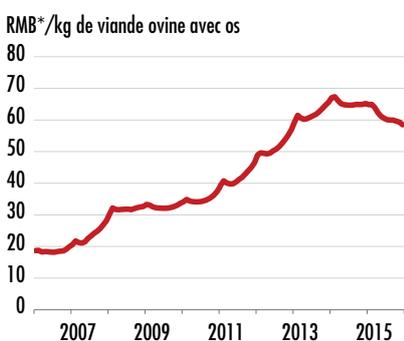
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE CHINE



DONNÉES REPÈRES

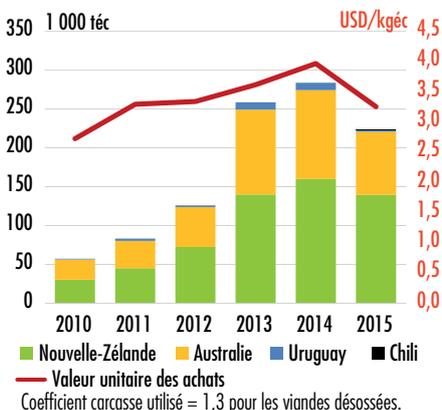
- **Cheptel : 158 millions de têtes**
(China Statistical Yearbook 2014)
- **Production : 2,1 millions de tés**
(FAOSTAT 2013)
- **Consommation de viande ovine : 1,7 kg éc/habitant**

ÉVOLUTION DES PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



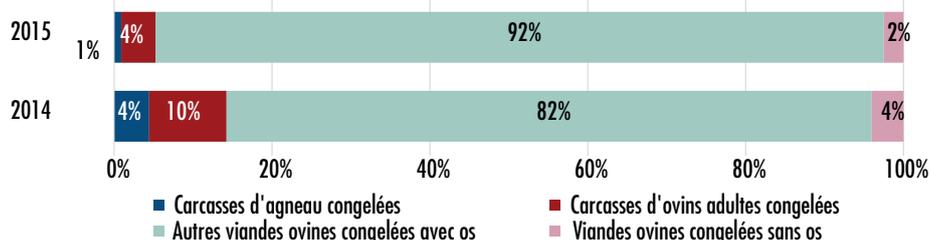
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ministère chinois de l'agriculture

IMPORTATIONS CHINOISE DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trademap

COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trademap

La Chine a nettement réduit ses importations de viande ovine en 2015 suite à la hausse de sa production intérieure et au plafonnement de sa consommation.

Recul du déficit chinois en viande ovine

Malgré l'absence de statistiques fiables, les abattages d'ovins auraient fortement progressé en Chine en 2015. L'importante hausse du prix de la viande ovine sur le marché intérieur depuis 2010 et la mise en place de soutiens à la tête par le gouvernement chinois auraient en effet redynamisé la production. La sécheresse en Mongolie Intérieure, qui concentre un quart du cheptel ovin chinois, aurait en outre contraint nombre d'éleveurs à décapitaliser face au manque d'eau et à la dégradation des pâturages. Dans le même temps, le ralentissement de l'économie chinoise et les actions anti-corruption menées par le gouvernement ont freiné la consommation de produits alimentaires haut de gamme, dont fait partie la viande ovine. Ce tassement de la demande dans un contexte de disponibilités intérieures abondantes a entraîné une forte diminution du besoin à l'import en viande ovine du pays.

Baisse des prix de la viande ovine sur le marché intérieur

L'abondance des disponibilités sur le marché intérieur depuis la mi-2014 a fait pression sur les prix chinois. Après des augmentations de l'ordre de 20% par an entre 2010 et 2013, le prix de gros de la viande ovine s'est stabilisé mi-2014 pour finalement fléchir à partir de mars 2015. À 58,5 RMB/kg (≈ 8,2 €) en décembre 2015, il était inférieur de 10% à son niveau de 2014.

Chute des importations de viande ovine

Après leur explosion en 2013 et 2014, les importations officielles¹ de viande ovine ont ainsi chuté de 21% en 2015, à 223 300 tés. Toutes les provenances ont été affectées, avec un repli de 13% depuis la Nouvelle-Zélande (à 139 300 tés), de 29% depuis l'Australie (à 81 300 tés) et de 78% depuis l'Uruguay (à 2 100 tés). 600 tés ont également été importées du Chili suite à l'ouverture du marché chinois à la viande ovine congelée chilienne début 2015. Face aux actions de répression menées par le gouvernement au cours de l'année, les flux officieux transitant via Hong Kong ont également chuté et les importations de cette région autonome ont reculé de 66% à 7 000 tés.

Les importations chinoises restaient constituées uniquement de viande ovine congelée, à 98% non désossée. Alors que la part des carcasses avait progressé en 2014, témoignant d'une montée en gamme de la consommation chinoise, elle a nettement régressé en 2015, avec un report sur des marchandises moins qualitatives et moins chères. À 3,3 USD/kgéc (≈ 3€) sur 2015, le prix moyen de la viande ovine importée était ainsi inférieur de 15% à son niveau de 2014.

¹ À ce jour, seuls la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Uruguay et le Chili peuvent officiellement exporter de la viande ovine vers la Chine, mais il existe également des flux « non officiels » via Hong-Kong, en provenance de pays ne bénéficiant pas de l'agrément (Royaume-Uni, Espagne, Irlande et Pays-Bas notamment).

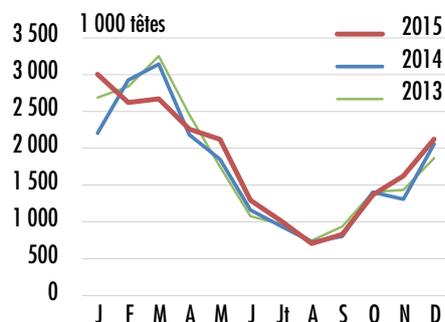
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE NOUVELLE-ZÉLANDE



DONNÉES REPÈRES (2015)

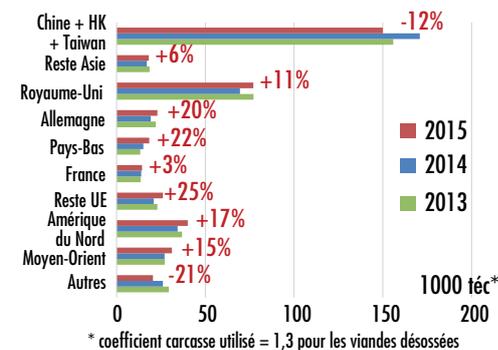
- Cheptel : 19,2 millions de brebis reproductrices (juin 2015)
- Production de viande ovine : 500 500 téc
- Part de la production exportée : 84%

ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



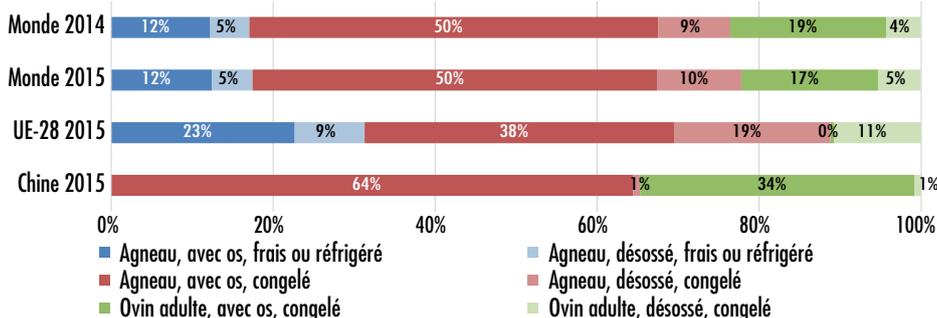
Source: GEB - Institut de l'Elevage d'après NZ Statistics

EXPORTATIONS NEO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après NZ Statistics

COMPOSITION DES EXPORTATIONS NEO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source: GEB - Institut de l'Elevage d'après NZ Statistics

La réorientation d'une partie de ses envois vers l'Union européenne, l'Amérique du Nord et le Moyen-Orient a permis à la Nouvelle-Zélande de compenser le recul des exportations vers le marché chinois en 2015.

Rebond de la production

Malgré la baisse du nombre de brebis reproductrices en juin 2014 (-2% /juin 2013 à 19,8 millions de têtes), liée à la sécheresse dans l'île du Nord et à la concurrence de l'élevage bovin laitier dans l'île du Sud, les bonnes conditions climatiques pendant la période de reproduction ont permis l'augmentation du nombre de naissances d'agneaux au printemps austral 2014. Début 2015, le nombre d'agneaux présents dans les exploitations néo-zélandaises était donc en hausse par rapport à l'année précédente. Les abattages ont ainsi progressé de 4% par rapport à 2014 (à 21,6 millions de têtes sur l'année 2015) avec des hausses particulièrement marquées en janvier et en novembre à cause du retour temporaire des conditions sèches.

Le temps sec a également impacté les abattages d'ovins de réforme qui ont augmenté de 4% en 2015 (à 4,4 millions de têtes). Le cheptel reproducteur néo-zélandais s'est ainsi à nouveau replié de 3% à 19,2 millions de brebis en juin 2015.

La baisse des poids carcasses, causée par la diminution des disponibilités fourragères (-2% à 18,0 kg pour les agneaux ; -1% à 24,9 kg pour les réformes), a toutefois limité la progression de la production néo-zélandaise de viande ovine à 3% sur l'année (à 500 500 téc).

Réorientation des envois face au recul des importations chinoises

La chute de la demande en viande ovine de la Chine, le premier débouché du pays, a affecté les exportations néo-zélandaises en 2015. La réorientation d'une partie des expéditions vers ses autres marchés a toutefois permis une hausse de 1% des exportations totales, à 419 000 téc.

La valeur totale des envois a progressé de 2% à 3,1 milliards de dollars néo-zélandais, grâce à la hausse de 1% de leur valeur unitaire (à 7,3 NZD /kg éc, soit environ 4,6 €). Les expéditions étaient constituées à 67% de viande congelée avec os, à 16% de viande congelée désossée, à 12% de viande « chilled » avec os et à 5% de viande « chilled » désossée.

En repli de 12% vers la Chine (incluant Hong-Kong et Taiwan), à 150 000 téc, les exportations néo-zélandaises de viande ovine ont ainsi progressé vers l'Union européenne (+15% à 159 000 téc), l'Amérique du Nord (+17% à 40 000 téc) et le Moyen-Orient (+15% à 31 000 téc). Le taux de remplissage du contingent européen d'importation de viande ovine néo-zélandaise est ainsi passé de 68% en 2014 à 76% en 2015.

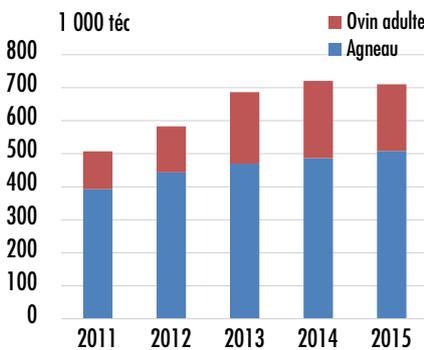
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE AUSTRALIE



DONNÉES REPÈRES (2015)

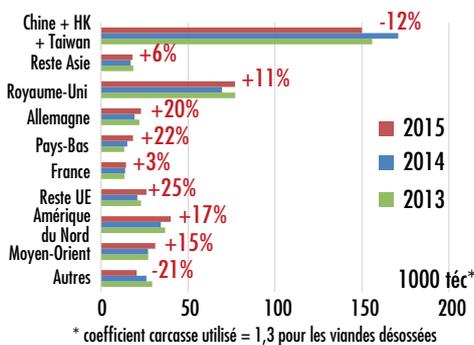
- Cheptel : 40,9 millions de brebis reproductrices (octobre 2015)
- Production de viande ovine : 710 500 téc
- Exportations d'ovins vivants : 2,0 millions de têtes
- Part de la production exportée : 63%

PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



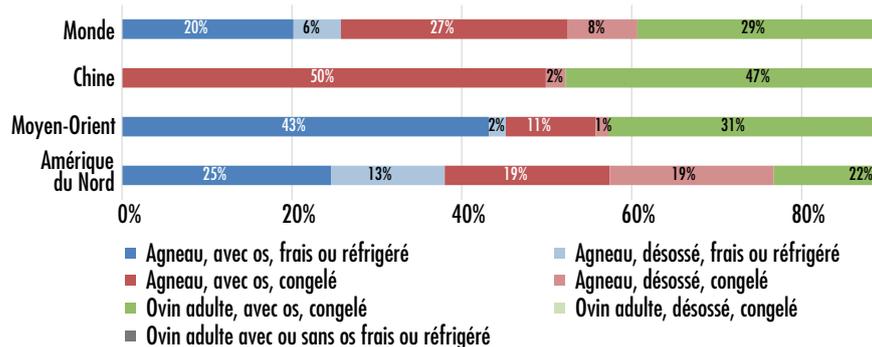
Source : GEB - Institut de l'Elevage, d'après ABS

EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Trade Map

COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après DAFF

La chute des abattages de réformes et le repli de la demande chinoise ont limité les exportations australiennes de viande ovine en 2015. Les envois ont toutefois progressé vers le Moyen-Orient et l'Amérique du Nord.

Les exports en vif en repli

Après un bond en 2014, les exportations australiennes d'ovins vivants, composées essentiellement de moutons Mérinos envoyés au Moyen-Orient après avoir été élevés en Australie pour leur laine, ont chuté de 16% en 2015, à 2 millions de têtes. Le triplement des expéditions vers les Emirats Arabes Unis (à 464 000 têtes) n'a pas compensé la chute des envois vers le Koweït (-19% à 576 000 têtes), le Qatar (-57% à 293 000 têtes) et la Jordanie (-48% à 176 500 têtes).

Nouvelle hausse des abattages d'agneaux

En 2015, le maintien des conditions sèches dans les régions ovines du sud de l'Australie a entraîné un nouveau record d'abattage d'agneaux (+3% /2014 à 22,9 millions de têtes). Malgré cette hausse, les cours australiens de l'agneau sont restés élevés. Les abattages d'ovins adultes ont en revanche chuté de 16%, conséquence de la décapitalisation de 2013 et 2014. À 8,5 millions de têtes en 2015, ils restaient toutefois nettement supérieurs à leurs niveaux des années précédant la sécheresse. L'alourdissement des carcasses (+2% pour les agneaux à 22,2 kg ; +3% pour les réformes à 23,8 kg) a néanmoins limité la baisse de la production australienne de viande ovine à 1% (à 710 500 téc).

Malgré le recul des sorties de réformes, le cheptel ovin australien s'est à nouveau replié de 4% en juin 2015, à 69,8 millions de têtes.

Chute des exportations de viande ovine vers la Chine

La baisse des envois vers la Chine (-36% à 91 000 téc) a freiné les exportations australiennes de viande ovine en 2015 (-6% à 445 000 téc). L'Australie a toutefois également redirigé une partie de ses volumes vers ses autres marchés. Ses envois ont ainsi notamment progressé de 4% vers le Moyen-Orient (à 119 000 téc) et de 23% vers l'Amérique du Nord (à 95 000 téc).

La valeur totale des exports de viande ovine était stable par rapport à 2014, à 2,6 milliards de dollars australiens, grâce à l'augmentation de 7% de leur prix moyen unitaire (à 5,8 AUD/kgéc soit environ 3,9 €). Face au recul de la production australienne et la perte d'une partie du débouché chinois, la part des exportations de viande d'ovins adultes (essentiellement congelée) est passée de 44% en 2014 à 39% en 2015. Les envois de viande d'agneau (à 58% congelée) étaient en revanche en hausse par rapport à l'année précédente (+2% à environ 270 000 téc).

6

REVENUS DES EXPLOITATIONS

En progression pour tous les systèmes

Pour la deuxième année consécutive, les charges ont baissé en 2015, notamment pour les aliments et les carburants-lubrifiants. Côté produits, le prix du lait de brebis progresse dans le bassin de Roquefort mais il reste stable dans les Pyrénées-Atlantiques. Le prix des agneaux n'a augmenté que dans le Nord et l'Est. Cependant, la grande majorité des systèmes bénéficie d'une revalorisation des aides. C'est le cas de l'aide ovine, des aides découplées (malgré les incertitudes qui subsistent sur la prise en compte des surfaces pastorales) et des ICHN qui le plus souvent compensent la perte de PHAE.

Ce contexte bénéficie à l'ensemble des systèmes ovins, viande comme lait, spécialisés ou mixtes. En système mixte avec bovins viande, les résultats de l'atelier ovin permettent de compenser la baisse du prix de la viande bovine.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2015

Des hausses de RCAI de 2 000 € à plus de 7 000 € /UMO

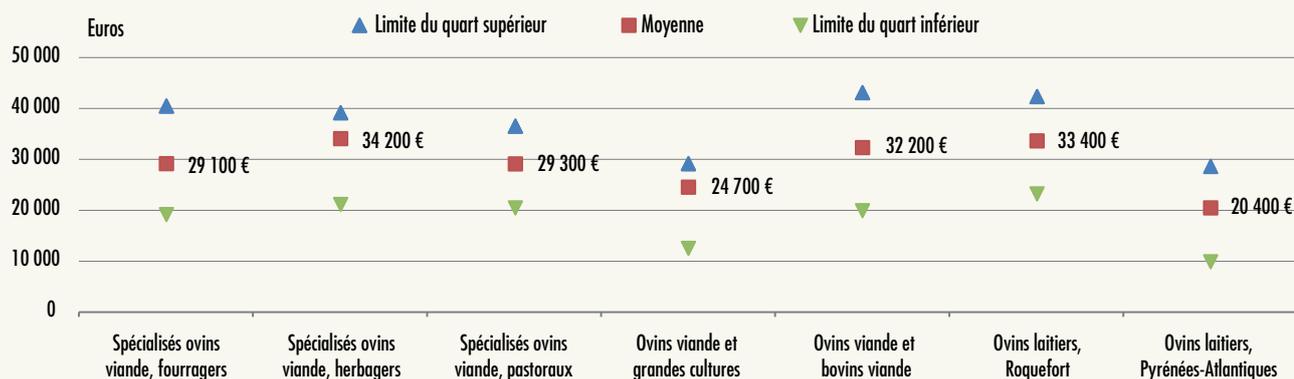
La plus forte progression du résultat courant avant impôts et cotisations sociales (RCAI) concerne les élevages laitiers de la zone Roquefort. Outre la hausse des aides et les baisses de charges, on enregistre pour ces élevages une hausse du volume et du prix du lait livré. Avec 33 000 € /UMO exploitant, ces élevages dégagent les meilleurs niveaux de résultat. L'amélioration du RCAI est également très nette pour les élevages laitiers des Pyrénées-Atlantiques, autour de 5 000 €/UMO ; mais compte tenu de leur taille et de la mixité de ces exploitations, leur revenu reste en moyenne en-deçà des autres systèmes étudiés.

En système ovin allaitant, le prix des agneaux s'est stabilisé, après plusieurs années de hausse, sauf dans le Nord et l'Est où cette progression s'est poursuivie (+1,5%).

Comme les années précédentes, l'estimation du RCAI 2015 est basée sur une productivité constante des brebis. Néanmoins cette productivité avait progressé dans la quasi-totalité des systèmes suivis en 2014. En 2015, les systèmes associant ovins viande et bovins viande ont connu la progression du RCAI la plus faible (1 700 €/UMO) : la baisse des ventes bovines est tout juste compensée par la hausse sur les ventes ovines. En systèmes ovins et grandes cultures, tous les produits sont en hausse. Malgré une progression du RCAI de plus de 3 000 €/UMO, ce système conserve sa dernière position parmi les revenus des élevages ovins allaitants. Pour les trois systèmes ovins viande spécialisés, la progression du RCAI se situe entre 3 000 et 4 000 €/UMO, avec des niveaux 2015 proches de 30 000 €/UMO (pastoraux ou fourragers) voire nettement au-delà (herbagers).

RESULTATS COURANTS AVANTS IMPOTS ET COTISATIONS SOCIALES 2015

Estimation 2015 des Résultats Courants Avants Impôts et cotisations sociales (RCAI) par UMO exploitant, pour les principaux systèmes ovins, et variabilité intra-système.

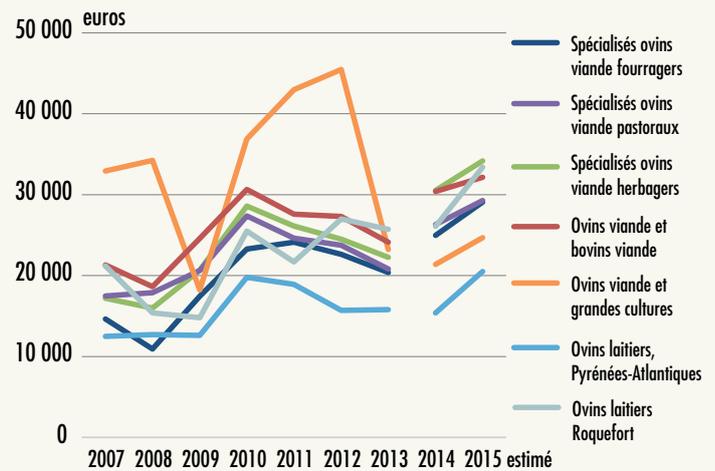


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DES REVENUS

L'estimation des revenus 2015 est établie à partir des résultats de 217 exploitations ovines allaitantes et 53 exploitations ovines laitières du dispositif Inosys-Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises, même si pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont globalement supérieurs à la moyenne. La conjoncture 2015 conduit à une amélioration du revenu pour tous les systèmes étudiés. Les revenus moyens avant cotisations sociales vont de 20 000 €/UMO exploitant (ovins laitiers des Pyrénées-Atlantiques) à 30 - 35 000 €/UMO pour ovins laitiers de la zone Roquefort, les ovins allaitants spécialisés herbagers ou les élevages mixtes avec bovins viande. A l'exception des ovins viande et grandes cultures, tous les systèmes retrouvent ou dépassent le revenu de 2010.

ÉVOLUTION DES RCAI/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE OVIN VIANDE ET OVIN LAIT



La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FERMES OVINES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

La base nationale du dispositif Inosys - Réseaux d'élevage compte 377 exploitations ovines en 2014, dont 320 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Plus d'informations : [http://idele.fr/filieres/ovin-viande\(ou ovin-lait\).html](http://idele.fr/filieres/ovin-viande(ou%20ovin-lait).html) ⇒ onglet Réseaux d'élevage

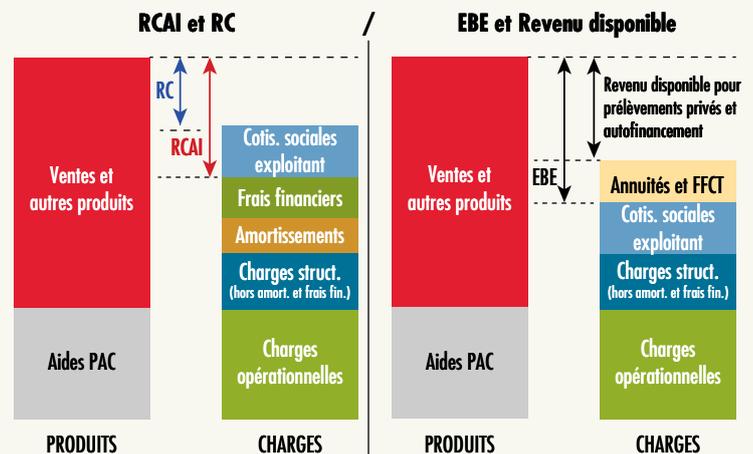


BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2015 ET METHODOLOGIE

Les estimations de revenu sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2014 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...). L'estimation concerne les résultats courants avant impôts et cotisations sociales (RCAI). Ce résultat est toujours supérieur au revenu disponible calculé selon l'approche « trésorerie » (cf. graphique ci-contre).

Attention, en raison d'un changement du socle d'exploitations suivies, la série devient discontinue. Les résultats de l'année 2014, bases d'estimations pour 2015, proviennent d'un panel d'exploitations sensiblement différent de l'échantillon utilisé en 2013.

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

ÉVOLUTION DE L'ÉCHANTILLON DE BASE POUR L'ESTIMATION

Entre parenthèse, évolutions 2014/2013	Spécialisés ovins viande fourragers	Spécialisés ovins viande herbagers	Spécialisés ovins viande pastoraux	Ovins viande et grandes cultures	Ovins viande et bovins viande	Ovins laitiers Roquefort	Ovins laitiers Pyrénées-Atlantiques
Nombre d'exploitations	16	73	56	34	38	35	18
% de nouvelles exploitations	50%	27%	59%	35%	18%	34%	78%
UMO totale	1,5 (+0,1)	1,5 (=)	1,7 (-0,1)	1,7 (+0,1)	2,0 (+0,1)	2,3 (-0,2)	1,9 (+0,1)
SAU (ha)	77 (-5)	95 (-5)	44 (-14)	146 (+6)	152 (+10)	90 (-1)	37 (+3)
Brebis	706 (+144)	555 (-33)	499 (+17)	496 (+151)	453 (+37)	412 (-32)	371 (-12)
Agneau ou litres de lait/brebis	1,47 (+0,09)	1,29 (+0,13)	0,93 (+0,05)	1,20 (-0,05)	1,17 (+0,01)	265 (-10)	175 (+5)

Source : INOSYS Réseaux d'élevage, traitement GEB-Institut de l'Élevage

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES REVENUS 2015

Les évolutions 2015/2014 retenues pour les prix des agneaux, du lait de brebis et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) correspondent à celles observées régionalement (sources : observations des Réseaux d'élevage, données interprofessionnelles, Arvalis).

PRIX DES AGNEAUX, PRIX DU LAIT, VOLUME DE LAIT

	Evolution 2015/2014
Agneaux allaitants Nord, Est	+ 1,5% ^[1]
Agneaux allaitants autres bassins	0% ^[1]
Lait produit/exploitation Roquefort	+ 2,6% ^[2]
Lait produit/exploitation Pyrénées	+ 1,4% ^[3]
Prix du lait Roquefort	+ 2,4% ^[2]
Prix du lait Pyrénées	= ^[3]
Prix des agneaux sevrés Roquefort	+ 12% ^[4]
Prix des agneaux sevrés Pyrénées	+ 7% ^[5]

Sources : ^[1] Observations Inosys-Réseaux d'Élevage, ^[2] FRSEB / Interprofession de Roquefort, ^[3] Interprofession 64, ^[4] SIEOL suivis BTE, ^[5] Chambre d'agriculture 64

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC

Aide	Evolution 2015/2014
Aides découplées	De -4% à +12% selon le système
Aide ovine	+9% jusqu'à 500 brebis/part PAC
Aide vache allaitante	177 € jusqu'à 50 vaches/part PAC, puis 133 € (et stabilisateur 1,5%)
ICHN	+70 €/ha jusqu'à 75 ha/part PAC
PHAE	Suppression

Pour les surfaces pastorales, le pourcentage de surfaces admissibles retenues (aides découplées et ICHN) se situe selon les systèmes autour de 50% pour les parcours individuels et 80% pour les surfaces d'estives des Pyrénées.

RENDEMENTS RÉGIONAUX ET PRIX DES PRINCIPALES CULTURES DE VENTES

Évolutions régionales (rendements) et nationale (prix) 2015/2014

	Cultures	Céréales	Mais	Oléagineux
Nord		+ 10%	=	+ 8%
Est		+ 11%	- 50%	- 5%
Centre-Est		+ 15%	- 20%	- 5%
Limousin		+ 5%	- 15%	- 5%
Ouest		=	- 13%	- 20%
Sud-Ouest		+ 5%	- 10%	- 10%
Sud-Est		=	=	=
Prix		- 6%	+ 14%	+ 5%

Source : d'après Arvalis

ÉVOLUTION DE L'INDICE IPAMPA – OVINS VIANDE (BASE 100 EN 2010)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

LEXIQUE

- RCI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales exploitant = Excédent Brut d'Exploitation avant paiement de la MSA et après déduction des amortissements et frais financiers.
- EBE hors MSA : Excédent Brut d'Exploitation avant paiement de la MSA = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements, frais financiers, MSA).
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salariat et bénévolat).

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, « FOURRAGERS » INTENSIFS

Ces systèmes intensifs tirent parti du reflux des prix des intrants



DONNÉES REPÈRES

- 1,5 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 77 ha de SAU dont 64 ha de SFP
- 706 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 16 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Arlucan

Majoritairement localisées dans l'Ouest et sur les bordures sud et nord du Massif Central, ces 16 exploitations se caractérisent par un chargement relativement élevé, 11 brebis/ha de SFP en moyenne. Ce niveau d'intensification exprime à la fois une certaine pression foncière et un bon potentiel agronomique. Néanmoins la mise en place de cultures fourragères annuelles, maïs ou sorgho ensilage, reste anecdotique (seulement 2 exploitations concernées).

La forte consommation de concentrés par brebis (227 kg en moyenne) s'explique par le chargement, mais aussi par les niveaux élevés de la productivité des brebis (148%) et du poids des agneaux (18,3 kg de carcasse). Pour produire 1 kg de carcasse, 8,6 kg de concentrés sont nécessaires en moyenne. Si l'autonomie fourragère est proche de 100%, celle en concentré est beaucoup plus limitée (moyenne de 15%).

2015 : des prix, plus d'aides et surtout des charges en baisse

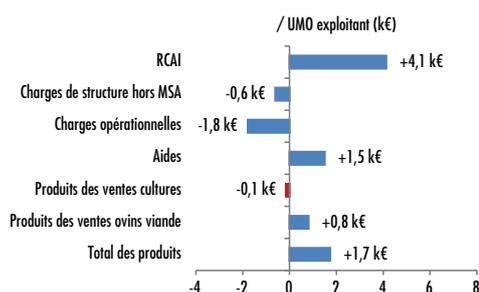
Comme en 2014, les prix de vente élevés en début d'année ont permis à ces systèmes de bénéficier d'une conjoncture favorable. L'évolution des aides de la PAC permet en moyenne de revaloriser les produits de 1 500 €/UMO. Et surtout, ces systèmes intensifs bénéficient encore de la baisse importante des charges opérationnelles (-1 800 €/UMO) et de structure (-600 €/UMO). Ainsi, entre 2014 et 2015, le RCAI augmente de 4 100€/UMO, soit +17%.

Quart supérieur : une meilleure maîtrise du concentré

Par rapport au reste du groupe, les exploitations du quart supérieur se caractérisent par un peu plus de surface (85 ha vs 74 ha de SAU) et de main-d'œuvre (1,7 UMO vs 1,5), pour des troupeaux de taille quasiment identique (726 vs 700 brebis). Si en matière de productivité numérique ou de poids de carcasse, on ne relève pas de différence (150% vs 147%, 18,2 vs 18,3 kg), l'écart est flagrant pour la maîtrise de la distribution de concentrés : seulement 183 kg de concentré par brebis, quand le reste du groupe en utilise 25% de plus (241 kg). D'où des différences conséquentes sur les charges opérationnelles (63 € vs 50 €/brebis) et sur la marge brute (84 vs 109 €/brebis).

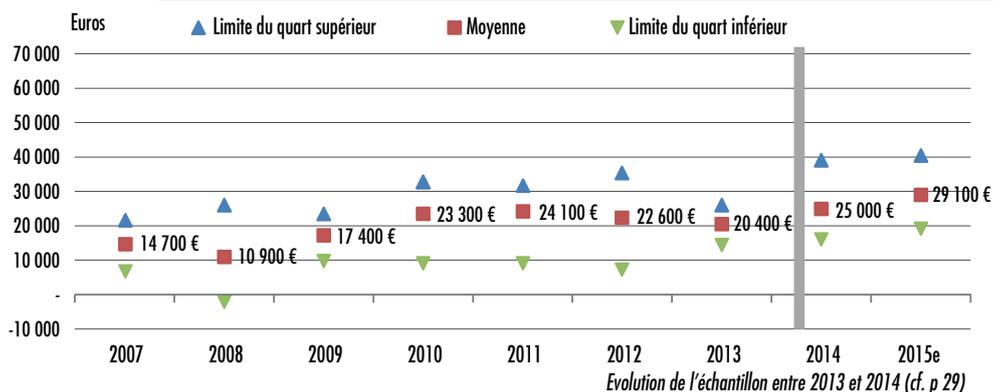
A l'autre extrême, 25% des exploitations ont ainsi un RCAI inférieur à 20 000 €/UMO. Ce montant est nettement insuffisant pour assurer le paiement des cotisations sociales, les prélèvements privés et l'autofinancement des nouveaux investissements.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, HERBAGERS

Dans le sillage de 2014, les résultats économiques continuent de progresser



DONNÉES REPÈRES

- 1,5 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 95 ha de SAU dont 84 ha de SFP
- 555 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 73 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont majoritairement situées sur les pourtours du Massif Central, notamment sur la bordure Nord et au Sud-Ouest. Quelques îlots plus excentrés sont également présents en Alsace, Lorraine, Pays de la Loire... comme plus au Sud (Tarn, Aude, Gers...).

Ces systèmes disposent de structures relativement confortables, avec en moyenne 95 ha de SAU, mais seulement 550 brebis, pour 1,5 UMO. Avec un chargement de 6,6 brebis/ha SFP, leur conduite peut donc être qualifiée de « semi-extensive », mais ce n'est pas au détriment de la productivité animale, de l'ordre d'1,3 agneau/brebis. Les agnelages sont positionnés de préférence en saison. La quantité de concentré consommée est de 164 kg par brebis, soit 7,4 kg/kg de carcasse produit.

Revalorisation des aides et baisse des charges confortent le revenu 2015

Le RCAI par UMO exploitant augmente de 12 %. Cette hausse s'explique au 2/3 par l'augmentation du produit (en particulier les aides) et pour 1/3 par la baisse des charges (charges opérationnelles surtout). Après plusieurs années de hausse, les prix des agneaux sont restés stables par rapport à 2014. En revanche, le montant des aides progresse de façon significative : + 9 % d'aide ovine sur les 500 premières brebis, revalorisation de l'ICHN pour 80% des exploitations de ce groupe et augmentation des aides découplées de 3%.

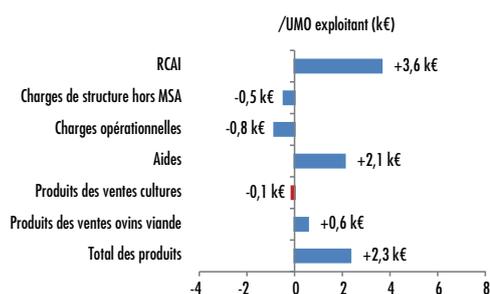
Quart supérieur : plus autonomes et plus productives par UMO

Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par des exploitations de plus grande taille avec moins de main-d'œuvre : 40 ha et 100 brebis de plus pour 0,1 UMO de moins. Ces exploitations sont plus autonomes, avec un chargement plus faible (5,5 brebis/ha SFP) et une consommation de concentré inférieure : 144 kg par brebis, soit 5,9 kg/kg produit. La marge brute atteint presque 120 €/brebis.

La faible dispersion entre le quart supérieur et la moyenne s'explique par un bon niveau de productivité des brebis pour l'ensemble. En effet, les niveaux observés dans l'échantillon sont 15 points supérieurs à la moyenne classique de 1,15 agneau/brebis et seulement 3 points séparent le quart supérieur de la moyenne.

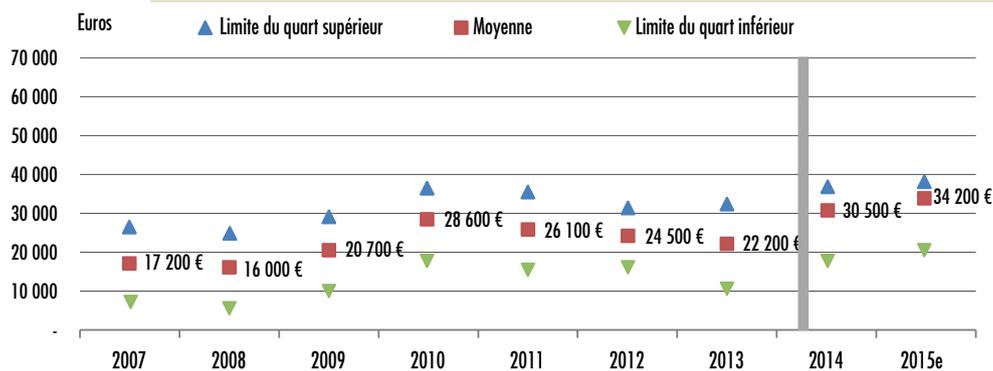
En revanche, et malgré la conjoncture favorable, un quart des exploitations de l'échantillon n'atteint pas les 20 000 € de RCAI/UMO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014 (cf. p 29)

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE, PASTORAUX

Ils bénéficient de la baisse des charges et de l'augmentation des aides



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 44 ha de SAU dont 38 ha de SFP, et 189 ha de parcours
- 499 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 56 EXPLOITATIONS



Ces systèmes sont caractérisés par leur forte composante pastorale : moyenne proche de 200 hectares de parcours individuels, pour 44 hectares de SAU, et recours à l'estive collective pour 60% du groupe. Ils sont localisés dans la grande zone pastorale sous influence méditerranéenne. Avec 500 brebis en moyenne, le chargement est limité à 0,7 UGB/ha de surface fourragère, hors parcours collectifs.

Des pratiques d'élevage pastorales et extensives

La relative faiblesse de la productivité numérique (0,94 agneau/brebis) et pondérale (14,3 kg de carcasse/brebis) est à relier aux pratiques plutôt extensives adaptées à la valorisation des surfaces pastorales : utilisation fréquente de races rustiques et peu prolifiques, mise à la lutte des agnelles généralement tardive, absence d'accélération voire de rattrapage, poids assez faible des agneaux finis, part parfois importante des agneaux vendus légers, etc.

La stratégie de production consiste à limiter le concentré distribué, les possibilités d'autonomie étant généralement réduites. L'auto-consommation de concentrés ne concerne ainsi que la moitié du groupe, avec une autonomie limitée à 34%. La consommation totale de concentrés par brebis est en moyenne limitée à 70 kg, soit à 4,9 kg par kg de carcasse d'agneau produit.

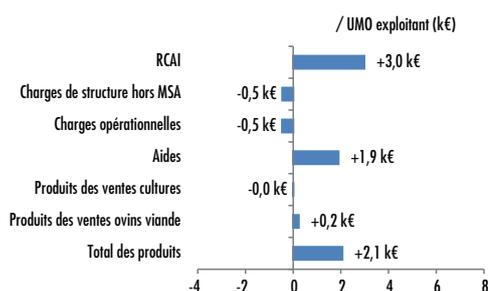
Une progression régulière du revenu depuis 2013

La conjoncture 2015 se traduit par une nouvelle progression du revenu, estimée à 11% et 3 000 €/UMO, ce qui permet de dépasser le niveau de 2010. Cette hausse s'explique avant tout par la forte progression des aides, notamment par la revalorisation de l'ICHN, malgré la perte de la PHAE, et par la convergence sur les aides découplées. Mais cet espoir de revalorisation des aides découplées est à mettre en regard de la complexité des déclarations et des risques non négligeables de pénalités suite à des contrôles par l'ASP sur les surfaces pastorales.

Quart supérieur : à la fois plus productif et plus économe en concentrés

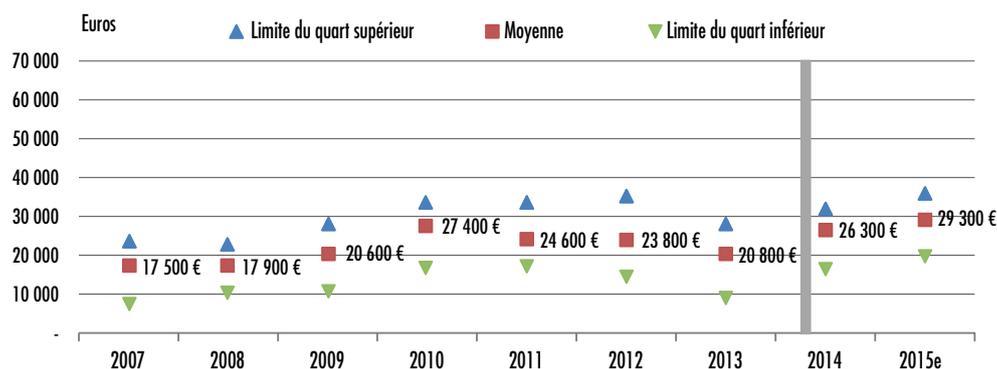
Les élevages du quart supérieur se caractérisent par des troupeaux plus grands (570 brebis) et une plus forte composante pastorale du système d'alimentation : 10 hectares de SAU de moins que le reste du groupe et 100 hectares de parcours supplémentaires. Ils arrivent à concilier meilleure productivité (9 points de productivité supplémentaires) et moindre consommation de concentrés (58 kg/brebis et 3,7 kg/kg produit).

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014 (cf. p 29)
e : estimation

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

Ventes en hausse et charges en baisse



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 146 ha de SAU dont 54 ha de SFP
- 496 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 34 EXPLOITATIONS



Les trois quarts des exploitations de ce système sont situées dans les zones de polyculture élevage ou de cultures dominantes. Les grandes cultures occupent près des deux tiers de la SAU. La taille moyenne de la troupe avoisine les 500 brebis.

Le chargement moyen, 10 brebis/ha, cache une certaine hétérogénéité. Ainsi dans les exploitations en zone de cultures dominantes, au Nord, les chargements peuvent dépasser 20 brebis/ha. Ce niveau de chargement, la production généralement axée sur la contre-saison et la possibilité de prélever une part importante des concentrés conduisent à une consommation relativement importante de concentrés : 240 kg/brebis, soit plus de 10 kg/kg de carcasse produit.

Un rebond du revenu grâce à une conjoncture plus favorable

2014 était la seconde année de baisse des cours des cultures de vente après l'effondrement de 2013. En 2015, le produit de vente des ateliers grande culture remonte, grâce à de bons rendements. Ces systèmes ont également bénéficié de la bonne tenue des cours de l'agneau au 1^{er} trimestre. Combinée au recul des prix des aliments et carburants, la hausse des produits permet une croissance du revenu de 15%. Dans les exploitations situées en zone défavorisée (60% de l'échantillon), la revalorisation des ICHN participe également à la hausse du revenu et compense le recul des aides découplées.

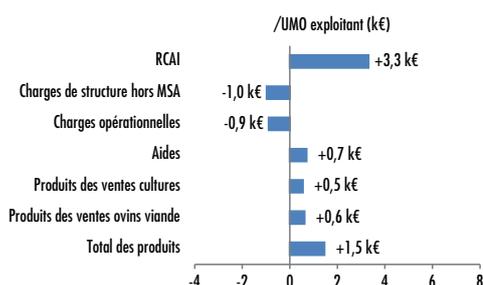
Le RCAI moyen reste toutefois inférieur à celui des systèmes spécialisés, malgré la présence d'une troupe ovine conséquente. Cela s'explique par une plus forte consommation d'intrants par l'atelier ovin, par moins de primes du 2nd pilier, par la rentabilité des cultures encore faible en conjoncture 2015, et par le poids de la mécanisation...

Quart supérieur : des structures plus grandes et plus efficaces

Les exploitations du quart supérieur disposent de structures significativement plus importantes (187 ha, 650 brebis), avec un recours significatif au salariat (0,8 UMO sur un total de 2,4). Mais elles se caractérisent aussi par une meilleure efficacité de l'atelier ovin : la marge brute de ce groupe atteint 100 €/brebis, soit 28% de plus que le reste de l'échantillon. Des charges maîtrisées expliquent avant tout ce résultat : -18% de charges opérationnelles par brebis et -11 % de concentrés consommés/kg carcasse.

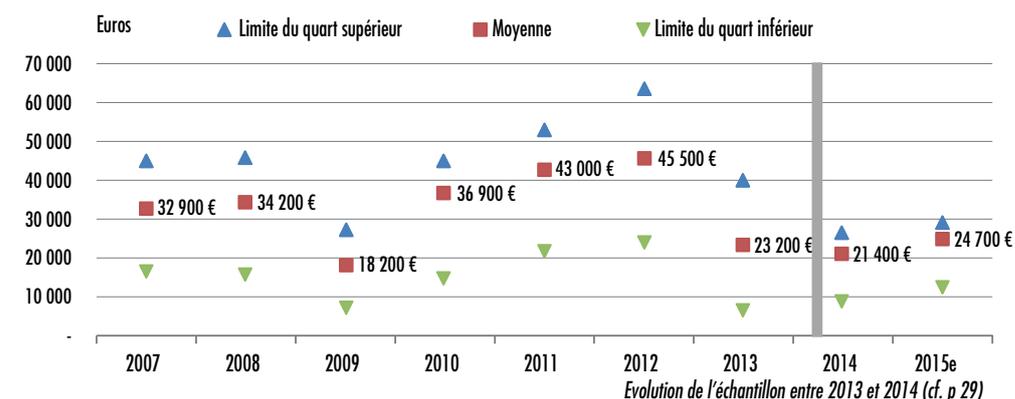
La faible différence entre le RCAI moyen et celui du quart supérieur peut être reliée à celle concernant la productivité des brebis : 4 points seulement séparent le quart supérieur de la moyenne du groupe (1,23 vs 1,19).

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

L'atelier ovin compense les pertes subies sur les bovins



DONNÉES REPÈRES

- 2 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 152 ha de SAU dont 128 ha de SFP
- 453 brebis allaitantes et 56 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 38 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont principalement localisées en zone herbagère sur une diagonale allant du Centre-Ouest à la Lorraine, avec une majorité d'ateliers bovins naisseurs et une part significative d'agneaux finis à l'herbe. On trouve aussi quelques élevages en zone de cultures fourragères intensives, et d'autres en zone de montagne humide ou pastorale. Les structures de ces systèmes sont de taille importante (moyenne à plus de 150 hectares de SAU), avec une forte représentation des formes sociétaires.

Avec un chargement moyen de 1,3 UGB/ha de SFP, la place des grandes cultures est de l'ordre de 15% de la SAU, et les 2/3 du groupe prélèvent des récoltes pour le troupeau ovin (avec une autonomie moyenne en concentré de 31%). La consommation moyenne de concentré est de 152 kg/brebis, soit 7,3 kg/kg de carcasse produit.

Un revenu qui progresse

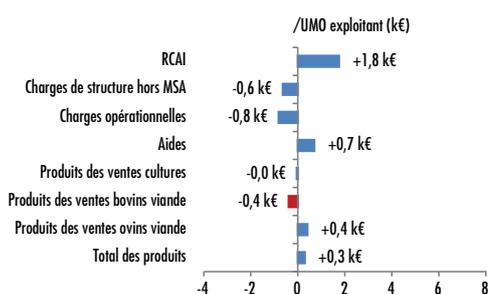
En 2015, la bonne tenue des prix en production ovine permet de compenser les baisses des prix des bovins, et la petite augmentation des aides se traduit par une légère progression du produit. Mais c'est d'abord le recul des charges, opérationnelles comme de structure, qui explique la progression du revenu de 6% et 1 800 €/UMO par rapport à 2014.

Quart supérieur : productivité du travail et efficacité

Les exploitations du quart supérieur disposent de structures très proches de l'ensemble du groupe, mais plus orientées vers l'élevage (cheptels plus importants et moins de cultures de vente). Leur meilleure productivité du travail est obtenue avec plus de main-d'œuvre salariée et une plus forte productivité des brebis. Cette productivité se double d'une bonne efficacité concernant la consommation de concentré : 34 kg de moins par brebis et 2,6 kg de moins par kg de carcasse produit.

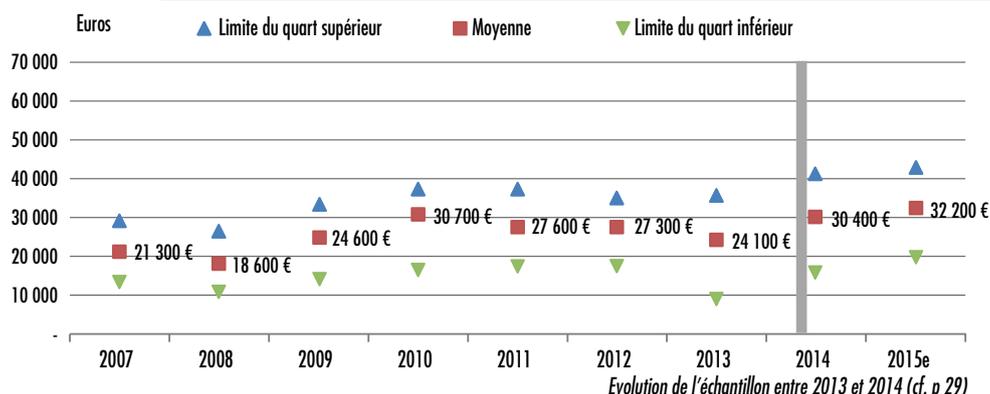
A système fourrager identique, les complémentarités entre ovins et bovins se traduisent par des consommations de concentré/kg de carcasse légèrement inférieures à celles des spécialisés.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DU RAYON DE ROQUEFORT

Les ventes de l'atelier tirent les revenus à la hausse



DONNÉES REPÈRES

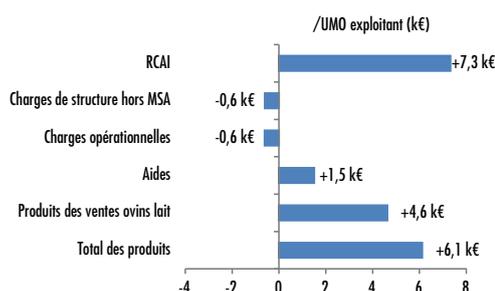
- 2,3 UMO totale dont 1,9 UMO exploitant
- 90 ha de SAU dont 69 ha de SFP
- 412 brebis laitières, 108 200 litres de lait livrés
- 74% d'exploitations spécialisées

LOCALISATION DES 35 EXPLOITATIONS



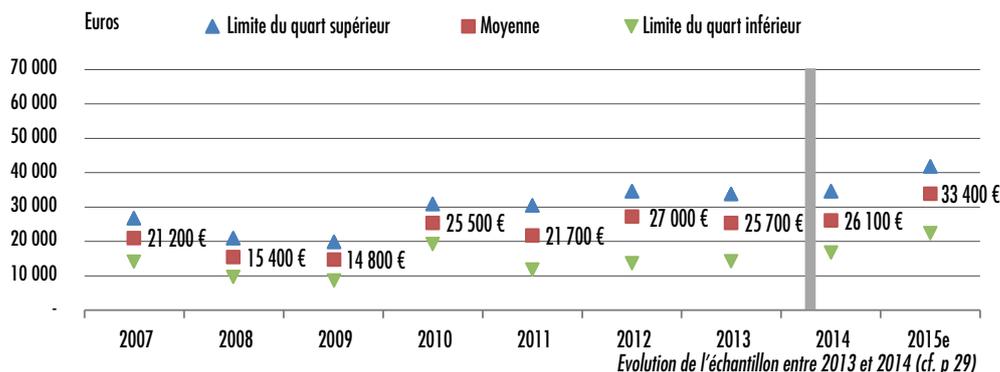
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artois

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

Ces exploitations sont localisées dans la partie sud du Massif-Central, principalement dans l'aire de production de l'AOP Roquefort. Les surfaces sont consacrées à l'alimentation des troupeaux : la surface fourragère composée majoritairement de prairies temporaires représente 79% de la SAU et les céréales à paille, qui viennent en complément, sont autoconsommées. Enfin, plus de quatre élevages sur dix, situés en zone de Causses, disposent de 50 à 250 ha de parcours valorisés par les brebis en période estivale.

Les troupeaux, de race Lacaune produisent 265 litres de lait par brebis en moyenne. Avec 108 200 litres de lait produit, les élevages suivis se situent 25% au-dessus de la production moyenne du bassin. La plupart des exploitations sont spécialisées, mais 26% d'entre elles détiennent également des vaches allaitantes et parfois des brebis allaitantes.

Le produit des ventes de l'atelier ovins progresse

Le démarrage de la campagne 2015 a été marqué par un été et un automne pluvieux, qui n'ont pas permis de récolter des fourrages de bonne qualité et conduit les éleveurs à rentrer les brebis plus tôt en bergerie. Par la suite, le printemps favorable au pâturage a été suivi d'un été particulièrement sec. Avec une progression des volumes de lait produit (+2,6% par exploitation en moyenne dans le Rayon de Roquefort) et une conjoncture favorable tant au niveau du prix du lait (+2,4%) que des agneaux (+12%), on peut s'attendre à une hausse du produit des ventes de l'atelier ovins lait (+6%).

Nette augmentation du résultat courant

Malgré la suppression de la PHAE, qui concernait une exploitation sur deux, la revalorisation des aides ovines et de l'ICHN et les premiers effets de la convergence des aides découplées (avec encore des inconnues sur la façon dont seront prises en compte les surfaces pastorales) devraient se traduire par une hausse des aides PAC. Et compte-tenu de la baisse attendue des charges d'exploitation, le résultat courant avant impôts et cotisations sociales devrait progresser de 28% pour se situer autour de 33 400 € par UMO exploitant. À noter que ce résultat n'intègre pas la diminution des stocks fourrages, liée au déficit sur les deuxièmes coupes.

Légèrement plus productives (autour de 278 litres de lait par brebis), les exploitations qui dégagent un revenu supérieur à 35 000 € par UMO (quart supérieur) se caractérisent notamment par une bonne maîtrise de leurs charges. Autour de 45%, le ratio EBE sur produit brut se situe 5 points au-dessus de la moyenne du groupe.

6 REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

La revalorisation des aides explique pour moitié l'amélioration du revenu



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,7 UMO exploitant
- 37 ha de SAU dont 36 ha de SFP
- 371 brebis laitières, 64 600 litres de lait livré
- 83% d'exploitations mixtes

LOCALISATION DES 18 EXPLOITATIONS



Localisées dans l'aire de production de l'AOP Ossau-Iraty, ces exploitations sont également engagées dans la filière IGP agneaux de lait des Pyrénées. Les surfaces sont généralement limitées, essentiellement en prairies (94% de la SAU), complétées pour beaucoup d'élevages par 10 à 20 ha de landes et l'utilisation d'estives collectives d'altitude.

Comme souvent dans ce bassin, plus de 80% des élevages sont mixtes, avec 15 à 25 vaches Blondes d'Aquitaine et une production de broutards.

Les brebis, de races Manech tête rousse, tête noire ou Basco-béarnaise ont des niveaux de production élevés : autour de 175 litres de lait produit par brebis. Pour ces exploitations, le volume de lait collecté se situe autour de 64 600 litres, à comparer à une moyenne proche de 40 000 litres pour l'ensemble des élevages du bassin.

Une légère augmentation des volumes de lait

La campagne 2015 a démarré avec des résultats de reproduction en baisse expliquant des décalages de mises-bas importants. Au niveau alimentaire, la récolte de fourrages au cours de l'été 2014, particulièrement pluvieux, a été bonne en quantité mais médiocre en qualité. Par la suite, un hiver pluvieux et un printemps tardif ont limité les possibilités de pâturage. Au final, malgré une diminution de près de 1% de la collecte, on enregistre une hausse de près 1,4% des livraisons par exploitation dans cet échantillon. Après 2 années de baisse, le prix moyen des agneaux progresse de 7%. Le produit des ventes de l'atelier ovin devrait légèrement augmenter (+2%).

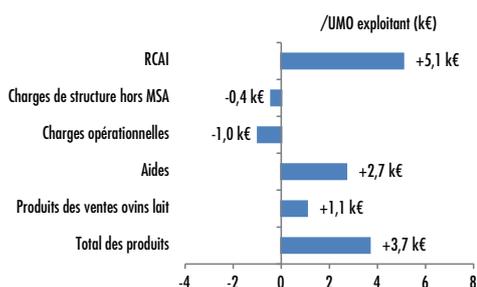
Le RCAI progresse pour se situer légèrement au-dessus de 20 000 €/UMO exploitant

La campagne 2015 est également marquée par une augmentation des aides PAC : revalorisation de l'aide ovine, de l'ICHN et premiers effets de la convergence des aides découplées, avec ici aussi des incertitudes sur la façon de prendre en compte les surfaces pastorales (landes, estives). Avec la baisse prévue des charges d'exploitation, on peut s'attendre à une hausse de près de 33% du résultat courant avant impôts et cotisations sociales, qui se situerait autour de 20 500 € par UMO exploitant.

Les exploitations situées dans le quart supérieur se caractérisent par une meilleure maîtrise de leurs charges de structure. L'EBE représente 41% du produit brut, soit 5 points de plus que l'ensemble des élevages. Le RCAI de ces exploitations se situe autour de 24 000 € par UMO exploitant en 2014 et devrait progresser de 4 000 € en 2015.

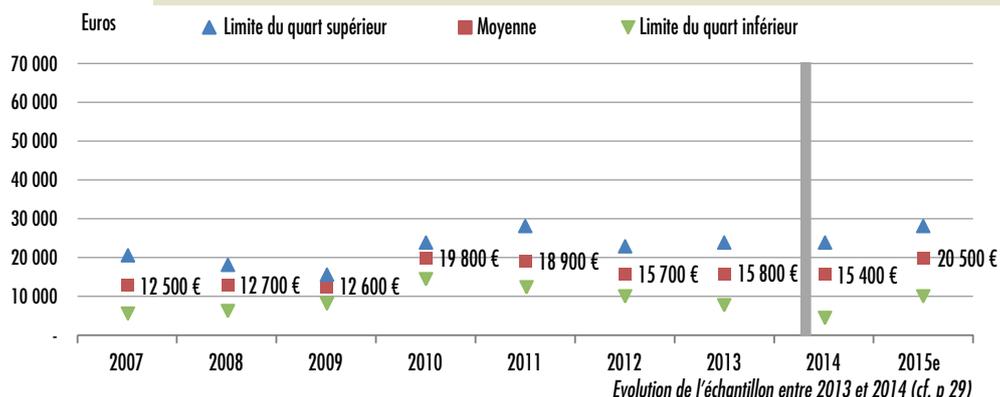
Malgré la hausse attendue des résultats, pour un éleveur sur quatre de l'échantillon, le RCAI reste à un niveau très faible : moins de 10 000 € par unité de main-d'œuvre.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2014 ET 2015



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

7 LES PRÉVISIONS 2016



Nouveau recul de la production et de la consommation en France

Alors que la production européenne de viande ovine pourrait à nouveau légèrement progresser en 2016, la production devrait repartir à la baisse en France, suite à la contraction du cheptel reproducteur fin 2015. Si la baisse des arrivées océaniques viendra limiter les disponibilités européennes en viande ovine, la hausse des volumes britanniques pourrait toutefois venir gonfler les flux intra-européens. Stable en Europe, la consommation devrait en revanche poursuivre son recul en France.

FRANCE 2016

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

1 000 téc	2013	2014	2015	2016 p	2016/15
Production contrôlée	80	80	81	79	-2%
Abattages contrôlés	80	81	81	79	-2%
Importations	106	105	97	92	-5%
Exportations	7	8	8	8	+2%
Consommation	179	178	170	163	-4%

p : prévisions

Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Douanes françaises



Brebis charollaises au pré.

La production française de viande ovine devrait repartir à la baisse en 2016

En faisant l'hypothèse d'une productivité numérique stable en 2016 (sauf incident climatique ou sanitaire majeur), la baisse de 2% du cheptel ovin reproducteur français en début d'année devrait conduire à un recul des naissances du même ordre. Le taux de rétention d'agnelles pourrait en outre légèrement progresser cette année, après un niveau bas en 2015, et accentuer le repli des sorties d'agneaux. À l'inverse, le taux de réforme devrait repartir à la hausse et conduire à l'augmentation des sorties d'ovins adultes. Au total, et malgré une nouvelle augmentation des poids carcasse, la production contrôlée française de viande ovine se replierait en 2016. Les abattages français d'ovins reculeront d'autant, dans l'hypothèse d'une stabilisation des échanges d'ovins vivants.

Face à la chute de la consommation, la demande française à l'import devrait à nouveau se contracter, d'autant que les disponibilités mondiales en viande ovine devraient être plus limitées en 2016. Les exportations de viande ovine resteront par ailleurs relativement faibles, comme les années précédentes. Le taux d'autosuffisance en viande ovine de la France pourrait ainsi à nouveau progresser, de 48% en 2015 à 49% en 2016.

Océanie 2016

EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

NOUVELLE-ZÉLANDE (1 000 téc)	2013-14	2014-15	2015-16 p	Variation
Production de viande ovine agréée à l'export (campagnes d'octobre à septembre)	479	486	446	-8%

AUSTRALIE (1 000 téc)	2014	2015	2016 p	Variation
Exportations de viande ovine	474	445	417	-6%

p : prévision

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après *Beef & Lamb New Zealand*, *Trade Map* et *Meat & Livestock Australia*

Le cheptel **australien** devrait également rentrer en phase de recapitalisation en 2016, dans l'hypothèse de conditions climatiques de nouveau normales après trois années de sécheresse. Les experts de *Meat & Livestock Australia* prévoient ainsi une baisse des abattages d'ovins sur l'année, et donc celle des exportations de viande ovine. Le contingent européen d'importations de viande australienne restant très limité, il pourrait toutefois à nouveau être rempli à 100% en 2016.

La baisse des disponibilités océaniques dans un contexte de demande mondiale élevée devrait contribuer à soutenir les prix mondiaux en 2016.

L'offre océanique de viande ovine devrait reculer en 2016

En **Nouvelle-Zélande**, le nombre d'agneaux nés pour la campagne 2015-16 (octobre 2015 - septembre 2016) a diminué par rapport à la campagne précédente suite au recul du cheptel reproducteur et à la baisse de la productivité numérique des brebis (mauvaises conditions fourragères pendant la période de reproduction). D'après les experts de *Beef & Lamb New Zealand*, la rétention d'agnelles de renouvellement devrait en outre progresser en 2016 alors que le taux de réforme est prévu en baisse (reconstitution du cheptel). Les abattages d'agneaux et d'ovins adultes devraient ainsi chuter, conduisant au repli des exportations néozélandaises de viande ovine. Face au tassement de la demande chinoise, la réorientation des envois pourrait néanmoins limiter la baisse des volumes exportés vers l'UE.

Union Européenne 2016

PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

ROYAUME-UNI* (1 000 téc)	2014	2015	2016 p	2016/15
Abattages	298	300	314	+5%
Importations de viande ovine	98	99	95	-5%
Exportations de viande ovine	104	88	93	+5%
Consommation par bilan	291	311	316	+2%

IRLANDE (1 000 téc)	2014	2015	2016 p	2016/15
Abattages	58	58	58	-1%
Importations de viande ovine	5	5	5	+5%
Exportations de viande ovine	44	46	46	=
Consommation par bilan	18	17	17	-2%

ESPAGNE (1 000 téc)	2014	2015	2016 p	2016/15
Abattages	114	117	118	+1%
Importations de viande ovine	8	9	8	-10%
Exportations de viande ovine	34	32	32	+1%
Consommation par bilan	88	94	94	=

UNION EUROPÉENNE (1 000 téc)	2014	2015	2016 p	2016/15
Abattages	824	830	838	+1%
Importations de viande ovine	169	180	171	-5%
Exportations de viande ovine	29	18	18	=
Consommation par bilan	964	992	992	=

* Les prévisions concernant la production britannique ont été publiées par *AHDB - Beef & Lamb* en février 2016, avant que la taille du cheptel ovin reproducteur de décembre 2015 au Royaume-Uni ne soit connue.

p : prévisions

Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et *AHDB - Beef & Lamb*

La production européenne de viande ovine pourrait légèrement progresser en 2016.

L'essor du cheptel ovin reproducteur européen (+0,5% fin 2015/2014) laisse en effet augurer une augmentation des abattages en 2016. La production devrait notamment progresser en Espagne et au Royaume-Uni, où les reports d'agneaux étaient importants début 2016. La situation pourrait toutefois être plus tendue en Irlande où les effectifs de brebis et agnelles saillies se sont à nouveau repliés en fin d'année.

La baisse des arrivées océaniques viendra toutefois limiter les disponibilités européennes de viande ovine, même si les exportations vers les pays tiers seront à nouveau réduites, la Chine restant moins présente sur le marché mondial. La hausse des volumes britanniques pourrait toutefois venir gonfler les flux intra-européens de viande ovine, notamment vers la France.

La consommation européenne de viande ovine pourrait ainsi se stabiliser en 2016.

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2015
Perspectives 2016
Avril 2016
n°467

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE
(GEB)

Dossier annuel Caprins 2015

Perspectives 2016. N° 466 - Mars 2016

Dossier annuel Bovins lait 2015

Perspectives 2016. N° 465 - Février 2016

Dossier annuel Bovins viande 2015

Perspectives 2016. N° 464 - Janvier 2016

L'Inde, leader émergent sur le marché mondial de la viande bovine.

N° 463 - Décembre 2015

Lait en Europe du Nord. Forces, faiblesses et potentiels en 2020. N° 462 - Novembre 2015.

Où va le bœuf ? Vers toujours plus de transformation ! - N° 461 - Octobre 2015

Lait en Europe du Nord. De grands écarts entre pays, mais pas de gagnant sur toutes les lignes - 11 fiches thématiques et comparatives - N° 460 - Septembre 2015

Dossier La filière viande bovine aux États-Unis. Performante et offensive. N° 459 - Juillet-Août 2015

Dossier marché mondial produits laitiers 2014. Perspectives 2015. N° 458 - Juin 2015

Dossier marché mondial viande bovine 2014. Perspectives 2015. N° 457 - Mai 2015

